

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 24 novembre 2018

PROCÈS-VERBAL

Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal: 13 novembre 2018
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 28
Nombre de Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : 3
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-huit, le 24 novembre 2018 à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : M. Jean-Yves **CHAPELET**, M. Denis **RIEU**, Mme Emmanuelle **CREPIEUX**, M. Maxime **COUSTON**, Mme Ghislaine **COURBEY**, M. Michel **CEGIELSKI**, Mme Monique **GRAZIANO**, M. Vincent **POUTIER**, M. Rémy **SALGUES**, M. Jean Christian **REY**, Mme Catherine **EYSSERIC**, Mme Karine **GARDY**, M. Raymond **MASSE**, Mme Laurence **VOIGNIER**, M. Christian **SUAU**, Mme Aldjia **SAADIA**, M. François **PENCHENIER**, Mme Christine **MUCCIO**, M. Philippe **BERTHOMIEU**, Mme Carole **BRESCHET**, M. Anthony **CELLIER**, M. Serge **ROUQUAIROL**, Mme Claudine **PRAT**, M. Christian **ROUX**, Mme Yvette **ORTIZ**, M. Claude **ROUX**, M. Jean-Pierre **NAVARRO**, Mme Anne-Marie **AYMERIC**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Mme Ghislaine **PAGES** *procuration à G. COURBEY*, M. Ali **OUATIZERGA** *procuration à J-Y CHAPELET*, Mme Murielle **ISNARD** *procuration à D. RIEU*

Conseillers municipaux absents : M. Stéphane **PEREZ**, M. Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Rémy **SALGUES**

M. Jean-Yves CHAPELET : Avant de commencer ce Conseil Municipal, nous allons rendre hommage à M. Georges Benedetti qui nous a quittés cette semaine et dont les obsèques ont eu lieu en Corse hier. Je vais donc me diriger vers le pupitre et après je donnerai la parole à M. Cret.

Lorsque j'ai appris le décès de Georges, je vais me permettre de dire Georges, il a fallu s'organiser très rapidement, l'enterrement ayant été très vite programmé. Je souhaitais me rendre à son enterrement mais physiquement c'était infaisable car j'étais sur Paris. J'ai donc demandé à mon cabinet d'organiser une cérémonie d'hommages avant ce Conseil Municipal. Je voulais que cet hommage prenne une certaine solennité et je voulais avant tout que les maires qui se sont succédés depuis Georges soient présents parce que pour moi c'est le message que Georges avait toujours voulu faire passer, c'est-à-dire la continuité républicaine avant tout et aujourd'hui, dans les moments que nous vivons, un peu troublés, un petit peu compliqués, je pense que c'était un message à envoyer très fort, un message où bien sûr la continuité républicaine mais aussi la politique continue. A un moment où les politiques sont mis à mal et on le voit encore aujourd'hui, je pense qu'il était bon de rappeler son message à chaque élu, à chaque maire qui se sont succédés dans cette commune, à savoir que nous sommes tous solidaires quelle que soit la situation que nous vivons ou l'actualité qui est présente. Je reprendrai la parole à la fin mais, René, si cela ne vous gêne pas je vais prendre les prénoms aujourd'hui, car je pense que cela traduit bien l'esprit qui est le nôtre.

René CRET : M. le Maire, messieurs les Maires, mesdames et messieurs les élus, chers amis, je suis très touché d'être associé à cet hommage à l'occasion du décès de Georges Benedetti. C'est une vieille histoire, il y a longtemps que l'on se connaissait puisque dans les années 1970, moi jeune médecin, jeune chirurgien, j'arrivais à Bagnols et il était médecin généraliste. Médecin et déjà très impliqué dans la vie Bagnolaise, il représentait aussi les parents d'élèves, il avait une grosse activité, c'était déjà un personnage et moi j'étais un petit peu jeune à l'époque. J'étais impressionné de l'avoir à mes côtés lorsqu'il me confiait ses patients à la clinique mais j'appréciais beaucoup à la fois sa gentillesse et son efficacité donc c'est une vieille histoire. Et puis la politique s'en est mêlée, je me suis mis dans les pas du Dr. Penchenier qui était lui-même conseiller municipal donc je me suis présenté aux élections tout naturellement et en 1977 il a été élu maire, brillamment. Ensuite, les affaires ont continué et les élections suivantes, en 1983, la tension était un peu plus forte puisque nous ne partagions pas les mêmes idéaux politiques mais de façon tout à fait correcte et là aussi il a été élu maire brillamment et moi je suis apparu pour la première fois au sein du Conseil municipal comme conseiller, élu dans l'opposition et là j'ai appris beaucoup de la part de Georges Benedetti. Il avait une façon de diriger les débats, une façon très autoritaire, une sûreté de lui qui était impressionnante et qui a fait qu'il est devenu un homme politique national puisqu'il avait des responsabilités importantes, comme sénateur, conseiller général. Donc, j'ai beaucoup appris à ses côtés dans l'opposition et puis en 1989 à la suite disons de mésententes, d'une campagne un peu atypique que nous avons menée et bien j'ai été porté aux affaires avec mon équipe. Nous avons fait la transition, comme il disait, républicaine. Il avait à cette époque ce chantier important de l'îlot Saint-Gilles qui n'était pas terminé et que j'ai eu le plaisir d'achever et d'inaugurer, mais c'est

vraiment lui qui a eu cette initiative et c'était les débuts de la rénovation du centre-ville. Nous l'avons poursuivie ensemble mais il faut bien lui rendre hommage pour cette action. D'ailleurs l'îlot Saint-Gilles, où est installée la bibliothèque représente bien la continuité républicaine dont tu parlais tout à l'heure. Il était dans l'opposition et là aussi j'ai beaucoup appris, de la façon dont il menait les débats dans l'opposition et moi qui était tout à fait novice, j'étais secoué à l'époque mais de façon très efficace puisqu'il m'a appris beaucoup de choses. Et puis on s'est perdu de vue parce qu'à ce moment-là, à la fin de son mandat, il était au Conseil national et je le regrette. Et puis je l'ai retrouvé il y a quelques années à l'occasion d'une manifestation patriotique où l'on a bien discuté tous les deux, je l'ai trouvé tranquille, agréable, charmant. Il était un peu différent de ce qu'il était à une certaine époque. Nous avons discuté, parlé médecine, il venait de surmonter des difficultés de santé et je l'ai trouvé vraiment très agréable. J'ai vu là qu'il aimait beaucoup ce rôle de maire, que sa passion pour Bagnols-sur-Cèze pour ses habitants était très forte, et je suis heureux aujourd'hui de participer à cette reconnaissance parce que Bagnols lui doit beaucoup et les Bagnolais lui doivent une reconnaissance importante. Je suis heureux de m'associer à cette manifestation aujourd'hui. Je vous remercie.

Gérard REVOL : Merci de m'avoir téléphoné. D'habitude vous ne me voyez pas aux réunions j'en ai tellement fait dans ma carrière et ayant dépassé les 80 ans, on commence à être un peu fatigué de tout. Je suis très heureux d'être là à côté de vous pour rendre hommage à Georges Benedetti car pour moi Georges était comme un grand frère, un petit peu plus âgé que moi mais guère plus. Nous nous sommes rencontrés très rapidement après mon arrivée à Bagnols-sur-Cèze. Je suis arrivé à Marcoule en 1964 j'étais déjà sur la liste de gauche. En 1971, nous n'avons pas effectivement gagné, il a fallu attendre 1977, 1976 pour lui puisqu'il a été élu Conseiller général, pour connaître la réussite à ces élections. Georges était pour moi effectivement comme un grand frère parce que je pense que sans cette rencontre je n'aurais peut-être jamais envisagé de faire une carrière politique. Beaucoup de choses nous réunissaient, d'abord, si vous voulez, les valeurs laïques et républicaines. J'avais déjà, avant d'arriver à Marcoule, effectivement fait un petit pas dans le syndicalisme et quelques années après en 1964, 1968 j'étais là et 1969 pour Marcoule pour ceux qui s'en souviennent c'était vraiment des journées très difficiles puisque nous avons connu la grève pendant plusieurs semaines. J'ai rencontré aussi à Marcoule quelqu'un qui a joué un rôle important c'était l'oncle de Georges Benedetti, celui qui avait élevé Georges Benedetti c'est-à-dire M. Andreoni qui s'occupait du service du personnel et c'est à l'occasion justement des grèves de 1968 et 1969 que M. Andreoni avait remarqué mon rôle un petit peu dans l'action syndicale, il l'avait mentionné à son neveu c'est-à-dire à Georges. D'où notre rapprochement puisque j'étais effectivement à l'Amicale Laïque et à l'époque à la FCPE. Il me demande si je voulais, effectivement, participer à cette liste des municipales en 1971 qui était une liste d'union puisqu'il y avait des Communistes, il y avait le Parti Radical de Gauche. Bien entendu, il a fallu attendre encore un tour pour en 1977 gagner les élections face à M. Pierre Boulot. Ensuite la période qui a été peut-être la plus déterminante pour moi a été 1976 à l'occasion des élections cantonales. Georges Benedetti, au mois de juillet 1976, a connu un drame épouvantable puisqu'il a perdu son fils que l'on n'a jamais d'ailleurs retrouvé sans

doute perdu dans les glaciers du côté de l'Oisans. J'ai pu beaucoup l'aider à cette occasion et surtout le soutenir dans sa détresse, la détresse de sa famille qui l'a vraiment beaucoup touchée. Il n'envisageait pas, il avait même demandé à ce qu'on le laisse s'occuper de son épouse et de sa famille, son second fils était très jeune à l'époque, il ne voulait donc pas envisager de maintenir sa candidature. J'étais alors responsable de section, on sait ce que c'est dans ces moments-là c'est quand même une lourde responsabilité et je savais que sans sa candidature, si Georges n'avait pas tiré la liste, nous n'aurions certainement pas gagné la mairie de Bagnols face à Pierre Boulot. A l'époque, il exerçait son métier de médecin, il n'était donc pas encore au Conseil général mais il envisageait d'être candidat à la mairie de Bagnols et il fallait qu'il ait derrière lui l'équipe la plus solide possible. Je me suis donc engagé à lui apporter tout mon soutien, tous les efforts nécessaires pour l'alléger dans sa tâche et je pense qu'il m'a fait confiance. C'est dans ce sens que j'ai accepté d'être sur la liste et il m'avait demandé si nous étions élus, d'accepter de prendre le rôle de Maire-Adjoint ce que j'ai fait malgré les lourdes responsabilités que j'avais sur moi. C'est ainsi que j'ai donc pu le suivre pendant deux mandats, pendant 12 ans en tant que second donc maire-adjoint sans revendiquer quoi que ce soit. J'ai toujours eu la tâche filiale, plutôt fraternelle parce que je trouvais que Georges Benedetti avait des qualités humaines remarquables. Il était très apprécié, je pense, de sa clientèle qui peut en témoigner et admiré de beaucoup de monde. Aujourd'hui, je suis ému et un peu gêné dans mon élocution. Il y a peu de temps, je pense fin septembre début octobre, je l'avais eu au téléphone et il m'avait fait part de ses soucis de santé liés à des problèmes médicamenteux. Après sa sortie de l'hôpital, il venait de passer le mois de juillet et d'août à Corte chez son épouse avec ses enfants et ses petits-enfants et j'ai senti un homme heureux malgré sa situation difficile sur le plan de la santé. Aujourd'hui, je voudrais effectivement lui rendre cet hommage parce que si j'ai été un jour maire, député, c'est grâce à lui. Merci de m'avoir permis de m'exprimer et excusez-moi de mon émotion, merci.

Jean-Christian REY : Ce n'est pas simple de passer après toi Gérard bien que ce ne soit pas la première fois. Mesdames et messieurs les élus, Georges je l'appelais « Monsieur le député » et quand je l'appelais ainsi au téléphone ou quand on se voyait il éclatait de rire. Il avait un vrai recul sur tout ce qu'il avait pu vivre en politique. Je pense que de nous quatre je suis le seul à ne pas l'avoir connu en activité de maire puisque moi en 1989, excuse-moi René mais j'étais triste en 1989, et je me souviens sur la place Mallet parmi plein d'autres citoyens anonymes, j'ai le souvenir de Georges, lorsqu'il a ouvert la fenêtre, alors je ne sais pas si c'est moi qui le fantasme ou si c'est vraiment arrivé, debout sur le rebord de la fenêtre pour parler, me l'imaginant peut-être abattu et qui au contraire donnait un message très positif. Et j'ignorais ce jour-là que je le rencontrerai 20 ans plus tard puisque dans les années 2000, à ce moment-là je dirigeais la Section du Parti socialiste et Georges qui avait déjà 80 ans, vous n'avez pas beaucoup d'écart mais toi tu es de 1937 Gérard, du 9 avril 1937 pour être précis, dans un congrès à Bouillargues arrive avec son camping-car, il squattait chez les uns et chez les autres en disant « est-ce que tu peux m'héberger dans ton jardin ? ». C'est ainsi qu'il a dû dormir à peu près chez tout le monde du parti socialiste sans jamais rentrer puisqu'il faisait tout dans son camping-car à ce moment-là. A l'époque, nous étions minoritaires au parti socialiste et quand on est minoritaire, on le sait bien, on nous donne toujours des salles

pourries, des trucs pas terribles, on était dans une chapelle désaffectée avec une sonorisation catastrophique et Georges qui hurlait avec ses grands mouvements et ses grands moulinets de bras pour expliquer ce qu'il fallait faire. C'était un moment incroyable. C'était l'époque du feu NPS. Rappelez-vous NPS c'était Montebourg, Peillon, un certain nombre de politiques dont on n'entend plus trop parler aujourd'hui. Et puis quelques mois plus tard quand on décide de se lancer dans les municipales, j'ai un échange avec Georges qui me dit « il faut qu'on se voit pour discuter ». Dès lors, j'ai adoré nos déjeuners dans un restaurant à La Grande-Motte puisqu'il était partagé à ce moment-là entre Montpellier et la Grande-Motte. On discutait pendant des heures, il me racontait des anecdotes assez rigolotes. Je vais vous en raconter une parce que celle-là m'a beaucoup fait rire et puis il y a prescription maintenant. Mitterrand venait d'être élu Président de la République, il avait dissout l'Assemblée Nationale, il cherchait des candidats pour les législatives. Georges me raconte qu'un jour il reçoit un coup de téléphone du cabinet de l'Élysée lui disant « Mitterrand accepte de vous voir, il fait le tour de France pour trouver des candidats mais cela doit rester absolument secret et il viendra un samedi » Effectivement, un samedi matin, Georges réunit son conseil municipal, sa majorité en tous cas du conseil municipal pour préparer les affaires courantes et il ment à ses élus en leur disant samedi on ne fera pas de réunion, je ne peux pas. Et voilà que Mitterrand arrive par une porte dérobée à la mairie, ils se rencontrent et le rendez-vous se passe très bien. Georges propose son fauteuil de maire à Mitterrand qui lui dit : « non, non, j'ai été maire je sais ce que c'est, restez à votre fauteuil, c'est important que ce soit vous » et la discussion s'enchaîne. Et en gros, il lui dit : « Banco pour les législatives, j'y vais » et la discussion se passe tellement bien, que Mitterrand au bout d'un quart d'heure lui dit : « Il paraît que vous avez un musée extraordinaire, est-ce qu'il serait possible de le visiter ? » Bien sûr, aucun problème ». Et puis Mitterrand dit : « Ecoutez on est d'accord sur tout, on visite le musée c'est sympathique, vous n'auriez pas la presse dans le coin qui pourrait venir faire une photo pour immortaliser le moment ? ». Alors il appelle le grand Bruxelles qui à ce moment-là travaillait pour la presse. Bruxelles arrive au musée alors quand vous voyez un peu le phénomène, il fait la photo de Mitterrand avec Benedetti et évidemment elle paraît. Il s'est fait insulter par son conseil municipal : « Comment tu reçois le Président, tu ne nous le dis pas, c'est incroyable ». Benedetti répond je ne pouvais pas vous en parler il m'a fait dire que c'était un secret » enfin derrière un secret à la presse personne n'avait voulu le croire. Il m'avait raconté cette histoire et aussi beaucoup de choses sur le concret du maire, sur le travail de maire au quotidien et comme vous l'avez très bien dit, il l'adorait cette mission de maire qui est la plus belle. Comme disait François Hollande, ce n'est pas toujours qu'on le cite celui-là mais comme disait François Hollande, Maire c'est l'anagramme du mot aimer et je pense que cela ressemble très bien à ce qu'était Georges Benedetti. Il m'a raconté toute cette période-là et j'avais le sentiment qu'il me la racontait avec une précision de mémoire que je ne pouvais pas mettre en doute puisque je ne pouvais pas le contredire évidemment. Il se souvenait très bien de tout, des bons comme des mauvais moments et je n'avais pas l'impression qu'il en gardait ni de la rancœur, ni de l'amertume mais au contraire un vrai souvenir de richesse, d'humanisme et c'est de cela que je voudrais me souvenir aujourd'hui à travers Georges, c'est cet éclat de rire puissant quand je l'appelais M. le Député et c'est cet humanisme qu'il était quelque part heureux d'essayer, non pas de transmettre mais

en tous cas de faire passer un certain nombre de messages sur la nécessité de cet humanisme, d'aimer les gens, d'aimer le travail que l'on fait, et puis quoi qu'il arrive en politique de ne pas garder ni de ressentiments particuliers mais de pouvoir avancer parce que ce qui est important c'est ce que l'on est. Je crois qu'il a marqué toutes celles et ceux qui ont eu la chance de le rencontrer dans le cadre professionnel, moi j'ai eu la chance de le rencontrer plus tardivement mais il m'a beaucoup appris de ses anecdotes, de cette volonté d'aimer et de travailler et puis également de transmettre. Merci et Georges comme je le dis : « M. le Député ».

Jean-Yves CHAPELET : C'est très compliqué de passer après trois maires et d'être le dernier à parler. Je vais essayer de prendre l'essentiel et d'essayer de traduire ce qu'a donné Georges à cette commune. Tu as raconté une anecdote, moi je voudrais en raconter une autre que Gérard connaît un petit peu et que Rémy connaît bien. Je suis arrivé ici en mai 1988 pour Atalante, engagé au Parti Socialiste depuis toujours, j'arrive à Marcoule, décidément grosse histoire commune, et la première personne que je rencontre à Marcoule c'est quelqu'un que l'on connaît tous c'est André Gilly. Qui est André Gilly ? Il recevait les nouveaux arrivants, les nouveaux embauchés ou ceux qui étaient mutés au CEA, et André Gilly commence à parler et au bout d'un moment il comprend que je suis syndiqué, que je suis un peu engagé, il comprend que ce n'est pas FO mais que c'est plutôt la CFDT, et il me dit mais si tu es engagé à la CFDT tu es peut-être au PS ? Je lui réponds que je suis militant PS et là il me donne une adresse, 7 rue Jourdan. Quelques temps après je me retrouve à une première réunion de section, 7 rue Jourdan et la personne qui est assise à côté de moi c'est Rémy. C'est sa première réunion de section lui aussi, il est assis à côté de moi et on a Georges qui est devant nous et on regarde Georges avec son doigt tendu comme ça en train de parler. Nous étions tout jeune, on se disait mais c'est ça les réunions de section ? On avait devant nous quelqu'un qui avait un phrasé, une emphase, qui avait une passion qui l'habitait avec les doigts qui se levaient comme ça. C'est la première fois que j'ai rencontré Georges Benedetti. A l'époque, tout le monde l'appelait Béné, tout le monde avait fait un raccourci de Béné et pendant 2 mois je lui ai fait du M. Béné, pour moi c'était M. Béné et quand je parlais à M. Béné, jamais il ne m'a dit : « non tu te trompes, je m'appelle Benedetti ». Ce fut mes premiers contacts avec Georges, et puis après quand vous êtes militants et que vous faites quelques campagnes on apprend vite à se connaître, à connaître nos qualités, nos défauts, parce que dire que Georges n'avait que des qualités ce serait un petit peu mentir parce qu'il avait aussi un foutu caractère et quelquefois il s'emportait assez rapidement. Je me souviens de quelques passes d'armes dans des réunions de section où on va dire que la paire de claques n'était pas loin, on se secouait pas mal, c'était le moment où la politique avait un sens c'est-à-dire que c'était un moment où le débat était là, et c'est certainement ce que m'a apporté Georges Benedetti, c'est de comprendre qu'on pouvait se parler, que l'on pouvait discuter même de façon vive surtout quand on est dans le Sud, mais ce qui nous animait c'était le projet que l'on avait, c'était la façon d'avancer et c'était surtout d'avoir un cap. Ce sont les premiers contacts que j'ai eu avec Georges et puis après René est passé par là, Gérard est passé par là, Jean-Christian est passé par là, les choses ont évolué. Il y a de cela 3 ans ou 4 ans, il est revenu à la mairie, je pense que Claude a fait quelques photos qui traduisaient bien ce dernier jour de rencontre où je l'ai vu. C'était un moment de convivialité, un moment dont je me souviendrai,

c'est assez rigolo parce qu'il avait ramené tous ses livres et il me disait « il faut que tu les gardes, le maire doit être dépositaire de ce savoir » et dedans il y avait le programme commun, tous les vieux livres qui étaient bien sûr de la politique passée, mais quand il me les présentait il me disait : « lis-les ». Je n'osais à peine lui dire : « Mais Georges ce sont des combats » mais lui menait encore ce combat. En fin de compte je pense que c'est l'image que je garderai de Georges, c'est le côté passionné, ce côté de quelqu'un qui est engagé dans ses idées, engagé dans sa fonction, qui était aussi engagé dans son humanisme et je pense que les 4 maires que nous sommes ici, nous lui devons de Bagnols non pas la modernité, mais d'en avoir fait une ville et non un gros village, c'est-à-dire une ville avec toutes ces réalisations, il a continué ce qu'avait fait son prédécesseur mais surtout il a apporté à l'intérieur du conseil municipal des débats guidés, des visions politiques, des caps à suivre. Aujourd'hui, je pense que si Bagnols est devenue une ville pour quitter le village, je pense qu'on le doit à Georges et à tous les prédécesseurs. Je vais m'arrêter là, je vais juste vous dire ce que j'ai gardé de Georges dans ma fonction au quotidien et puis surtout rappeler une chose, je l'ai dit en introduction, c'est qu'aujourd'hui ce qui nous lie, le fil rouge qui nous lie tous les quatre c'est la continuité républicaine. Je rajouterai que le 7 décembre nous allons rendre hommage à Louis Charrier qui était un maire, le plus jeune maire de Bagnols qui a été élu en 1912, qui est décédé au champ d'honneur en 1918, il est enterré au cimetière de Bagnols et je voulais pour lui rendre hommage que l'ensemble des maires vivants soient présents. J'avais joint Gérard, René et Jean-Christian qui étaient d'accord, et on essayait de joindre Georges Benedetti en se disant que si c'était faisable ce serait bien, Gérard m'avait dit que cela risquait d'être un peu dur mais on comptait sur sa présence le 7 décembre. Donc, ce que je voulais dire c'est que la continuité républicaine aussi c'est ça, c'est d'avoir des maires rassemblés, c'est d'avoir des maires dont l'idée a toujours été l'amour de Bagnols, l'amour de la commune, et je pense que même si on a des idéaux un peu différents c'est l'amour de notre commune le fil rouge et puis surtout la dernière chose, c'est que cette continuité républicaine mais aussi cette projection en avant, cette vision que l'on peut avoir quelle qu'elle soit, c'est que nos concitoyens aient une meilleure vie sur Bagnols et je pense que c'est le réel héritage de Georges Benedetti. Je vous remercie.

Je vous propose une minute de silence pour rendre hommage à Georges Benedetti.

1 mn de silence.

Question n° : **01**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 7 avril 2018.**

Jean-Yves CHAPELET : Cette question a été retirée car le procès-verbal n'était pas complètement finalisé et je vous propose qu'on l'approuve au prochain Conseil Municipal.

Question n° : **02**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Décision budgétaire modificative n° 02/2018.**

1/Note synthétique de présentation :

Les études concernant le Programme de Renouvellement Urbain ont été programmées pour s'étaler sur 2 exercices budgétaires.

Lors du vote du BP 2018, ne connaissant pas le rythme d'avancement prévisionnel de ces études, il a été voté 50% des dépenses et recettes, les autres 50% devant être inscrits au BP 2019.

Or, au cours de l'année 2018, ce dossier ayant avancé plus vite que prévu, il est nécessaire de revoir la répartition des crédits entre 2018 et 2019 et d'approuver la décision budgétaire modificative suivante :

BUDGET PRINCIPAL - Fonctionnement						
OBSERVATIONS	DEPENSES			RECETTES		
	BP	besoins	DM	BP	notifications	DM
617 - Etudes ANRU	70 000	30 000	-40 000			
Virement en investissement			40 000			
Total Section de fonctionnement			0			0
BUDGET PRINCIPAL - Investissement						
OBSERVATIONS	DEPENSES			RECETTES		
	BP	besoins	DM	BP	notifications	DM
2013 - Etudes ANRU	120 000	215 500	95 500,00			
1321 - Subvention Etat (ANRU)				55 000	95 680	40 680
1323 - Subvention Conseil Départemental				17 000	15 920	-1 080
1328 - Subvention Caisse des Dépôts & C				0	15 900	15 900
Virement de fonctionnement						40 000
Total Section d'investissement			95 500			95 500

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Michel CEGIELSKI : Ce que vous avez sur le tableau, concerne en fait l'ANRU, on enlève 40.000 € en fonctionnement, on les rajoute en investissement. On récupère aussi 40.000 € de dépenses imprévues plus quelques recettes supplémentaires, ce qui fait une demande de modification pour 95 500 €.

Claudine PRAT : La décision budgétaire il n'y a pas de souci, simplement comme elle s'adresse à un avancement d'étude qui est plus rapide que prévu, est-ce que vous pourriez nous dire où on se situe dans le calendrier ?

Jean-Yves CHAPELET : Nous sommes dans la phase de fin d'études et là les projets commencent. Lors d'un prochain Conseil municipal, on va être amené à vous présenter le projet de rénovation urbaine finalisé. A l'heure où je vous parle on est dans le chiffrage de l'opération qui va tourner autour d'une cinquantaine de millions d'euros dont une partie pour les bailleurs sociaux et une partie pour l'aménagement urbain qui revient à la mairie. Ce projet aujourd'hui est en phase de chiffrage, il va être en phase d'arbitrage au niveau de l'État et au niveau de la Région. Je rappelle que l'on est dans un ANRU régional, et donc cette partie, aujourd'hui, va être finalisée début 2019. Ce qu'il faut que je vous dise aussi c'est que ce qu'on avait décidé de faire au sein de la mairie pour que justement ce projet ait un corps qui tienne, nous avons décidé de créer une direction. Actuellement, nous avons quatre direction à la mairie, nous avons la direction sports culture, éducation, la direction des services techniques, la direction des moyens généraux, la direction des solidarités et nous allons créer une 5^{ème} direction, la direction des Grands Projets Urbains, qui va regrouper tout le projet ANRU, toute la partie Politique de la ville et surtout le Cœur de ville. L'histoire c'est d'avoir un pôle projet qui réunit les gens qui ont l'habitude de mener des projets, d'avoir une efficacité, de mettre du personnel pour que l'ANRU, le Cœur de ville et la Politique de la ville, aient un seul fonctionnement et que tous les ponts entre les différents projets puissent se faire. Aujourd'hui, pour répondre clairement à votre question on n'est ni en avance, ni en retard. Par contre, on a un projet ANRU qui est plutôt un petit projet, alors quand je dis petit projet ça fait rigoler mais on a un projet qui tient la route, qui est dans toute l'Occitanie qui est un projet moyen en terme d'importance, et qui par contre dans sa conception est relayé par tout le monde et on a beaucoup de félicitations, on a travaillé énormément en osmose avec Habitat du Gard.

Serge ROUQUAIROL : Nous avons prévu de nous abstenir sur cette question mais en fonction de cette réponse-là, et en fonction du fait que je pense que vous avez annoncé un Conseil municipal qui serait consacré à l'exposé du résultat de ces études de façon que le partage puisse être effectué, ce qui vient d'être dit dans l'hommage à Georges Benedetti auquel je m'associe bien évidemment tant j'ai eu comme Conseiller municipal de la majorité mais aussi lorsque nous avons connu l'opposition à connaître sa virulence et la spontanéité de son discours et son efficacité parfois un peu redondante, donc je pense que la continuité républicaine qui a été saluée par tous les intervenants tout à l'heure nous y faisons une confiance, c'est une de nos valeurs, nous savons que vous allez partager les informations dans ce Conseil municipal et c'est en conséquence de quoi nous allons voter cette décision modificative au lieu de nous abstenir.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **03**

Rapporteur : **M. CEGIELSKI**

Objet : **Débat d'orientations budgétaires 2019.**

1/Note synthétique de présentation :

Voir documents joints en annexe.

Jean-Yves CHAPELET : Je rappelle qu'il s'agit de l'acte fondateur du budget 2019 qui sera voté le 15 décembre.

Michel CEGIELSKI : Comme je l'avais dit l'année dernière cette année on va essayer de faire un peu plus dynamique en vous présentant un diaporama.

Commune de BAGNOLS-SUR-CEZE

Conseil municipal du 24 novembre 2018

Débat d'orientations budgétaires 2019

Si l'action d'une collectivité locale est principalement conditionnée par le vote de son budget annuel, le cycle budgétaire, lui, est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le débat d'orientation budgétaire (DOB) constitue la première étape de ce cycle.

Le débat d'orientation budgétaire a vocation d'éclairer les choix budgétaires qui déterminent les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il appréhende les conditions d'élaboration du budget primitif, pour dégager des priorités budgétaires sur la base d'éléments d'une analyse rétrospective et prospective.

Cette étape obligatoire est non suivie d'un vote mais, comme son nom l'indique, elle est suivie d'un débat au sein du conseil municipal et il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Le message et l'information transmis à cette occasion portent donc sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. De plus (pour les communes de 10 000 h et plus), le rapport doit comporter une présentation de la structure communale et de l'évolution de ses dépenses de personnel, des rémunérations et du temps de travail.

Comme chaque année, il convient de tenir compte de la loi de finances et du contexte local pour garantir un service public de qualité au profit des Bagnolais et assurer ainsi un développement équilibré de la ville tout en veillant à maintenir une situation financière saine et pérenne.

I Contexte économique général.

1- Contexte économique européen et mondial

La zone euro a vu sa croissance trimestrielle passer de 0,7% en 2017 à 0,4% au 2ème semestre 2018. Cette inflexion reflète l'environnement international avec la hausse des prix du pétrole et l'appréciation de l'euro par rapport au dollar.

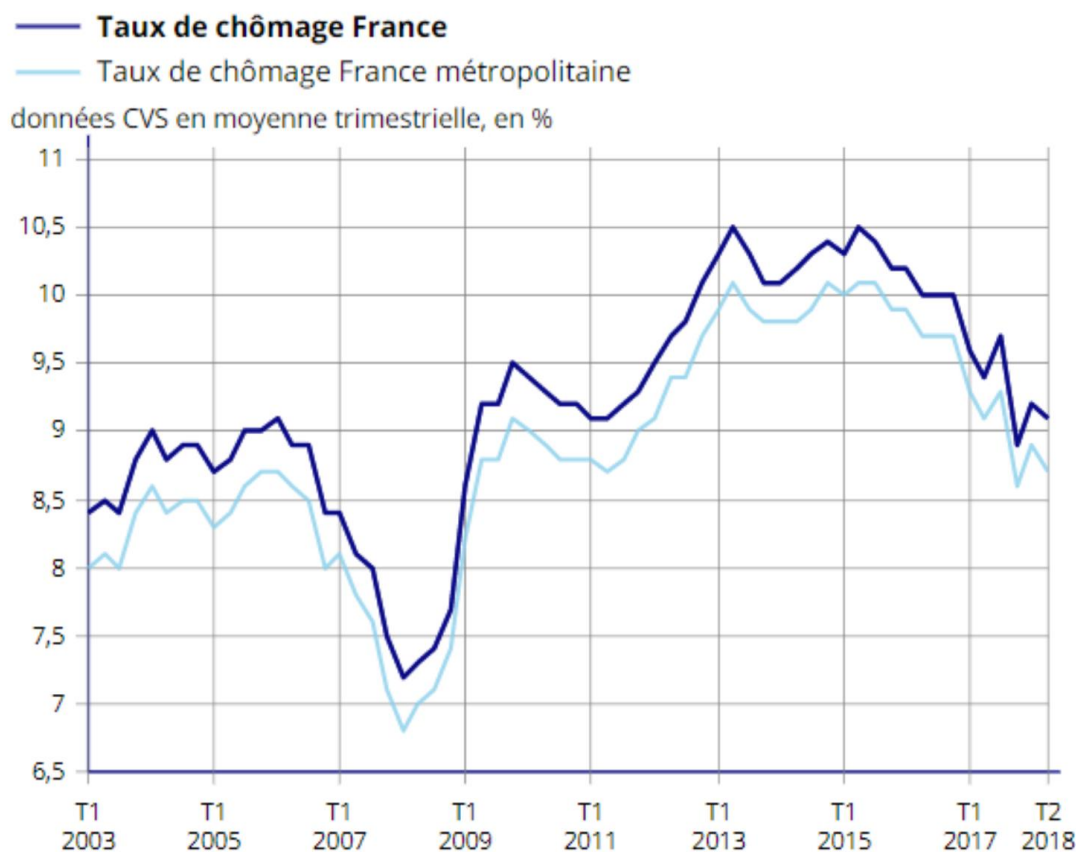
2- Contexte économique national

En 2017, l'activité en France a été marquée par une accélération portée par le dynamisme de la demande intérieure et du commerce international, permettant une croissance du PIB de 2.2 % avec une inflation de 1.0 %.

Le scénario du gouvernement prévoit une croissance à 1,7% en 2018 et 2019 tout en visant une hausse de l'inflation à 1,8% en 2018 et 1,4% en 2019. Pour autant ce scénario s'inscrit dans un environnement international instable avec un recul progressif du commerce mondial lié à diverses hypothèses et notamment : durcissement programmé de la politique monétaire de la BCE, poursuite de la contraction de l'économie chinoise, hausse des taux aux USA et augmentation progressive du prix du baril de pétrole (+45% entre août 2017 et juillet 2018).

La première moitié de l'année 2018 a donc été plus difficile que prévue pour l'économie française avec deux trimestres à 0,2% de croissance. Malgré la remontée de l'inflation, l'accélération du pouvoir d'achat attendue sous l'effet de la baisse des cotisations salariales, de la réduction de la taxe d'habitation et du dynamisme des revenus d'activité devrait accroître la consommation des ménages.

Le taux de chômage continue de diminuer (-0,1 point au 2ème semestre 2018) mais à un rythme moins élevé par rapport à la moyenne trimestrielle de 2017. A noter que le taux de chômage baisse pour les jeunes et les personnes de 25 à 49 ans ; il est stable pour celles de 50 ans ou plus.



Source : Insee

II Le Projet de Loi de Finances 2019.

1- Les principales mesures du Projet de Loi de Finances

Elles se décomposent ainsi :

- Maintien pour la deuxième année de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement (DGF) du bloc communal. Notons que tout récemment (8 novembre) l'Assemblée Nationale a adopté une réforme de la dotation d'intercommunalité qui aura un effet bénéfique certain pour notre territoire.
- Augmentation de la DSU et de la DSR (+ 90M €)
- Maintien de la dotation de soutien à l'investissement du bloc local au même niveau :
 - Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) pour 570 M€.
 - Dotation politique de la ville (DPV) pour 150 M €. Il y a quelques jours, notre député nous a fait savoir que la ville de Bagnols y sera éligible en 2019.
 - Dotation d'Équipement des Territoires ruraux (DETR) : possibilité d'engager jusqu'à 10% des crédits en fonctionnement au titre des dépenses d'ingénierie. Nous bénéficions pour 2018-2019 d'une dotation de 150 000 € pour l'installation de caméras

de vidéo protection.

- Suppression des taxes à faible rendement : sur les friches commerciales, vente de logements HLM...
- Décalage de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation au FCTVA, reportée au 1^{er} janvier 2020. Il s'agit d'une compensation par l'Etat à la collectivité de la TVA acquittée sur les investissements et les gros travaux d'entretien, sur la base d'un taux forfaitaire. Principale aide de l'Etat en matière d'investissement. A compter de 2020, les attributions de FCTVA seront automatisées, par recours à une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement.
Les attributions seront effectuées à date fixe et plus tôt dans l'année qu'aujourd'hui ce qui constituera un avantage pour la trésorerie des collectivités. Pour Bagnols, ce sera un gain en temps et en efficacité.

A ces dispositions du projet de loi de finances, il convient de tenir compte de celles de la loi 2018, à savoir :

- La modification de la fiscalité locale avec la suppression partielle progressive de la TH. Rappel : exonération en 3 étapes de la TH pour 80% des ménages jusqu'à sa suppression en 2020. Le gain estimé en pouvoir d'achat se monte à 400 € par ménage en 2019.
- La contractualisation Etat – Collectivités locales.

2- Maintien de la DGF et contractualisation entre Etat et collectivités locales :

L'an dernier la baisse régulière de la DGF a été suspendue. Pour rappel, cette baisse avait pour vocation de redresser les finances publiques.

Pour 2019, le projet de la loi de finances prévoit une dotation globalement identique à celle de 2018. Les modalités de calcul restent les mêmes.

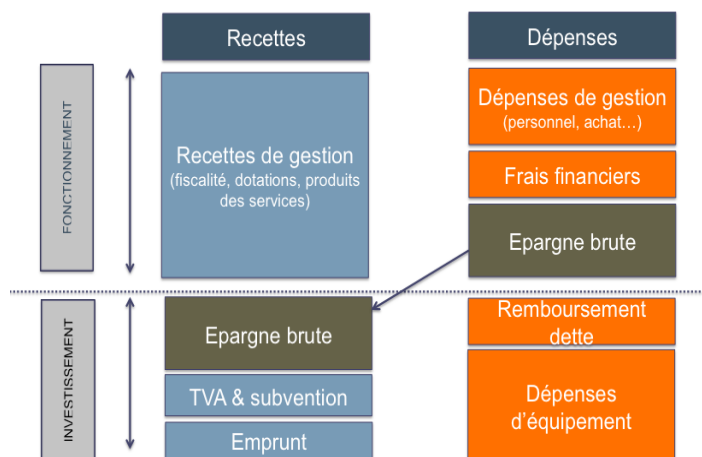
En contrepartie, l'Etat demande toujours aux Collectivités locales un effort conséquent d'économies (rappel : 13 milliards € sur 5 ans) en les associant à l'effort partagé de maîtrise de la dépense publique, ceci à travers un engagement de confiance dans le cadre d'une contractualisation.

Les collectivités concernées sont toujours les régions, les départements, les communautés d'agglomération de plus de 150 000 habitants et les communes de plus de 50 000 habitants.

La contractualisation prévoit 2 clauses de bonne gestion :

- une limitation de l'augmentation de fonctionnement à 1.2 % hors inflation.
- une amélioration de l'autofinancement (ou épargne brute) avec une capacité de désendettement à 12 ans, au plus.

C'est la « Règle d'Or » en matière d'endettement qui consiste à accroître sa capacité d'autofinancement en minorant le recours à l'endettement.



Dans les faits, la contractualisation en 2018 n'a été réalisée « qu'avec » 230 collectivités (71% du total de celles concernées).

Pour information, 16 collectivités volontaires ont par ailleurs souhaité être incluses dans le dispositif dont Bagnols. A ce jour, Bagnols ne fait pas partie du dispositif de contractualisation mais, nous tenons toujours à contrôler étroitement nos dépenses en fonctionnement afin que celles-ci ne dépassent pas les 1.2 % d'augmentation.

1- Augmentation des mécanismes de péréquation :

La péréquation est un mécanisme de redistribution qui vise à réduire les écarts de richesse, et donc les inégalités, entre les différentes collectivités territoriales ceci dans le but de favoriser l'égalité entre les collectivités territoriales.

Deux mécanismes de péréquation existent :

- la **péréquation horizontale** s'effectue entre la communauté d'agglomération et ses communes membres. Pour Bagnols, elle est en augmentation au regard de notre partenariat étroit avec l'agglomération et le bon équilibre du partage des compétences et de la mutualisation. Via le **Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)**, près de 313 000 € nous ont été attribués en 2018.
- la **péréquation verticale** est assurée par les dotations de l'État aux collectivités. La dotation globale de fonctionnement en est le principal instrument.

Le Projet de Loi de Finances propose également une augmentation de la péréquation verticale (Dotation de Solidarité Urbaine et Dotation de Solidarité Rurale) pour 90 M € chacune.

La dotation de solidarité urbaine qui nous concerne est de 3 238 161 € en 2018, en constante augmentation depuis quelques années.

4 - La suppression partielle de la Taxe d'Habitation

Impôt injuste car quel que soit son revenu, chacun y était contraint. Sa suppression reste une mesure socialement bonne.

La TH, au titre de la résidence principale, va être progressivement réduite pour à terme disparaître. L'État prévoit de réduire la cotisation des contribuables allant de 30% en 2018 en passant par 65% en 2019 pour finir à 100% à compter de 2020 (initialement 80%). L'État se substitue aux contribuables dans le paiement de la TH à la collectivité.

5 - Fonds d'aide à l'investissement public local prolongé et revu à la hausse.

L'effort engagé par l'Etat en 2015 en faveur de l'investissement public des collectivités locales est poursuivi. Je voudrais souligner qu'à Bagnols, nous avons pu en 2018 bénéficier d'une contribution de 50.000 € destinés aux actions de sécurisation des écoles (visiophones, barrières...). Au niveau national, l'enveloppe s'élève à + 1,6 millions d'euros.

III Les finances de la commune de Bagnols-sur-Cèze

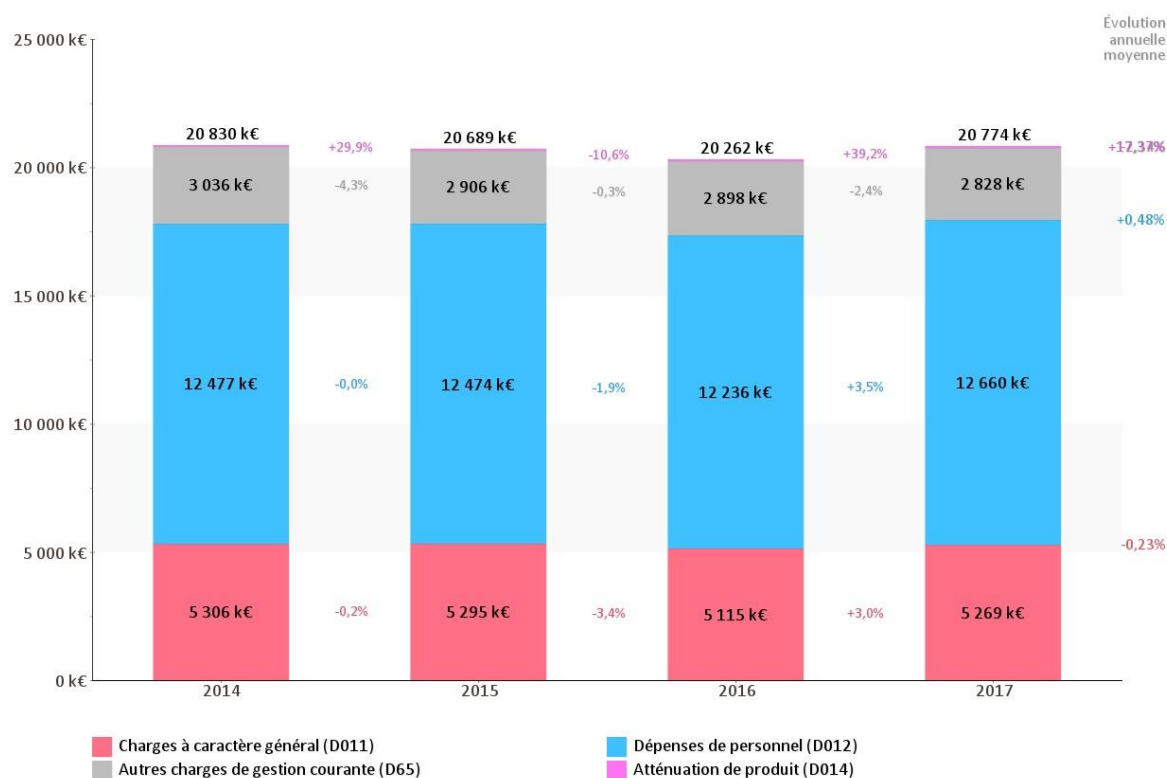
L'exercice 2018 n'étant pas terminé, nous n'en connaissons pas à ce jour le résultat.

Concernant les recettes de gestion, il est à constater que celles-ci progressent depuis 2015 de 1.57 % par an.

Notre DGF peut être qualifiée de stable. En effet, elle diminue peu (33 000 € sur 4 ans) mais est compensée par une hausse des dotations de péréquation (DSU et DNP).

Il est important de préciser que si, nous percevons une DSU, c'est que l'Etat reconnaît notre centralité, nos services aux communes voisines et en conséquence les charges pesant sur la ville. L'Etat compense en fait les services rendus (Ex. hôpital, équipements sportifs, équipements culturels...).

Concernant les dépenses, nous distinguons les charges de gestion courante (contingents et subventions diverses), les charges à caractère général (fournitures et contrats divers) et les dépenses de personnel.



Les charges de gestion ont augmenté en moyenne sur 4 ans de 0.40 % ce qui veut dire que nos dépenses ont été contenues et diminuées si on prend en compte l'inflation.

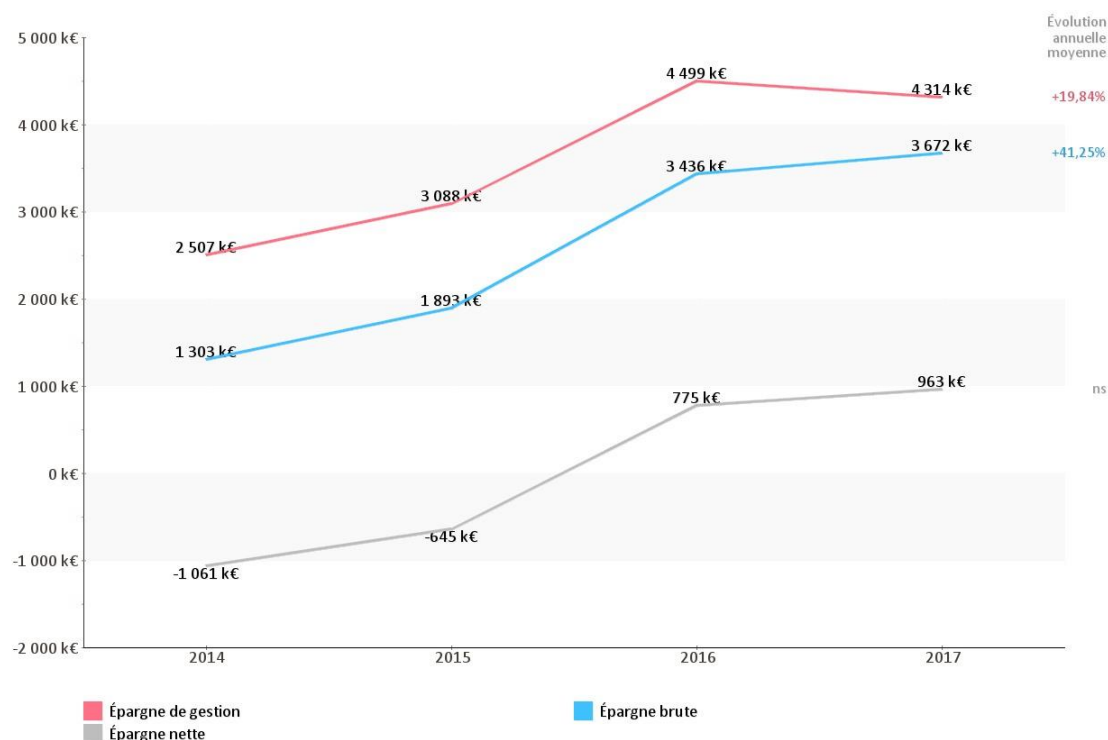
Les charges à caractère général sont maîtrisées et un effort significatif a été réalisé pour animer la ville en 2018, avec par exemple le festival reggae et les Cez'tivales.

Quant aux charges de personnel, leur progression tient compte du GVT mais également de nos volontés de renforcer la PM et les grands projets pour la ville que sont l'ANRU et l'action Cœur de ville.

L'autofinancement :

Le tableau suivant montre la nette amélioration de nos soldes d'autofinancement que sont l'épargne de gestion et les capacités d'autofinancement.

C'est notre épargne nette qui permet et va permettre d'investir.

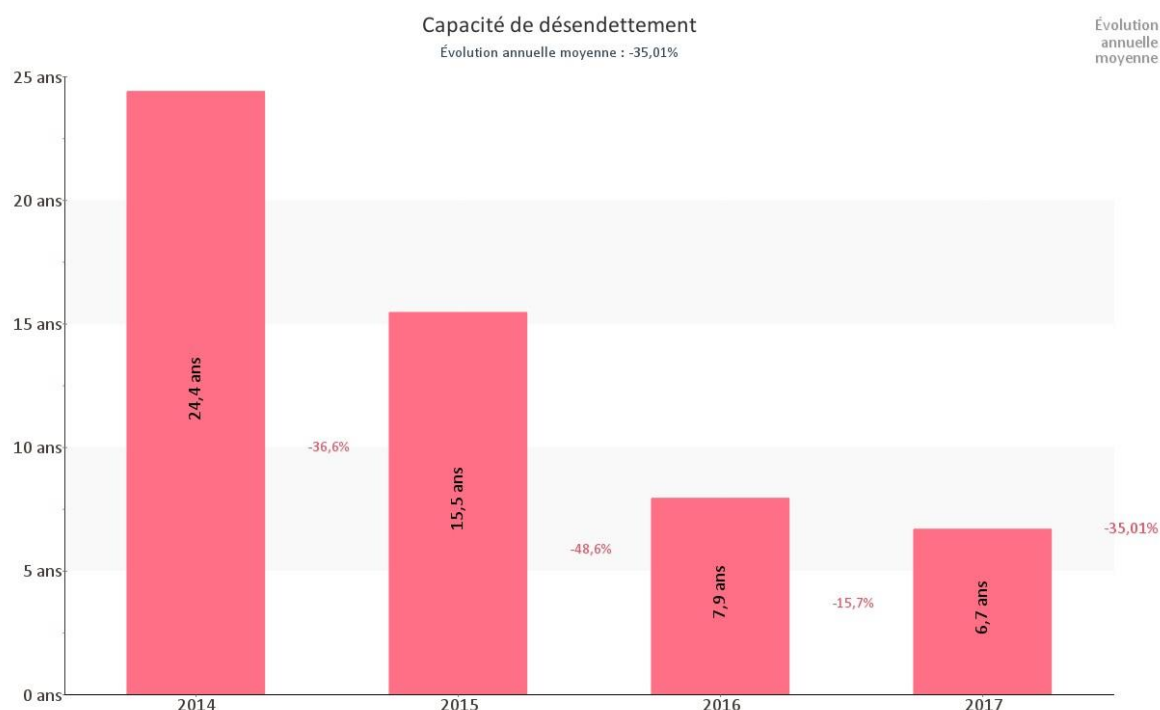


Les efforts réalisés dans tous les services ont conduit encore à des économies de fonctionnement et peuvent ainsi dégager une capacité d'autofinancement et d'améliorer par la même occasion notre capacité de remboursement de la dette. Ces deux effets permettent d'investir à nouveau et d'avoir recours à l'emprunt si nécessaire.

On peut parler sur Bagnols d'une dynamique d'investissement, investissements planifiés et contrôlés notamment à travers l'écriture d'un PPI, Plan Pluriannuel d'Investissement.

Cette politique d'investissements nouveaux est financée par l'épargne, les recettes d'investissement et l'emprunt. Il est important de rappeler qu'en 2017, il n'y a eu aucun recours à l'emprunt. Il est également important de souligner pour nos concitoyens la réduction de notre endettement.

Pour corroborer ce qui est dit, le tableau suivant montre notre capacité de désendettement (épargne brute / endettement) depuis 2015. Le résultat est que nous avons une capacité de désendettement estimée à moins de 7 ans. Cette capacité de désendettement est un critère de confiance très important notamment vis à vis de l'Etat et des banques.



IV La Dette

Synthèse

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne	Nombre de lignes
25 865 378.54 €	3,94 %	10 ans et 9 mois	6 ans et 1 mois	38

Nos taux sont relativement bas en moyenne.

Les taux forts ont été contractés il y a 15 ans.

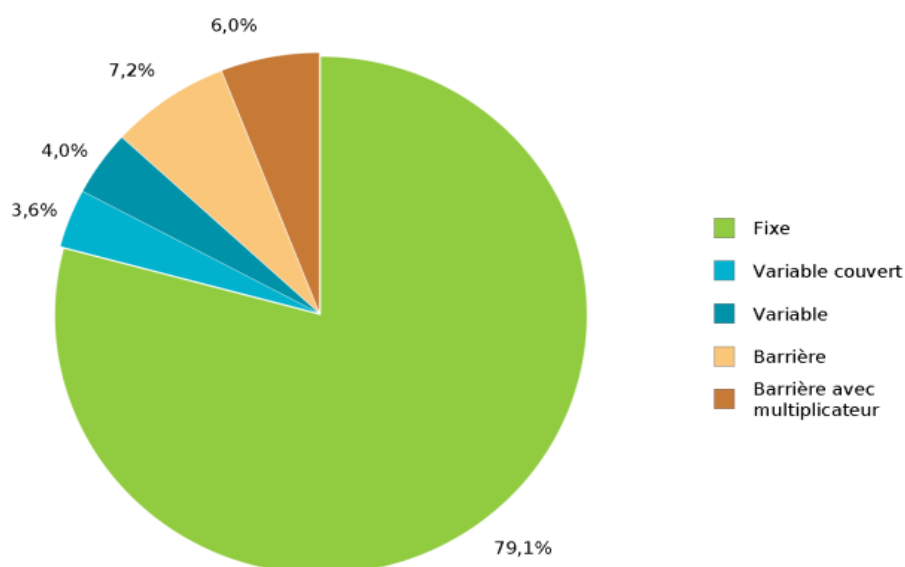
La durée de vie résiduelle de la dette est, elle, raisonnablement courte (10 ans et 9 mois). Pour mémoire, l'Etat recommande aux communes 12 années maxi.

Dette par type de risque (avec dérivés)

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (Annuel)
Fixe	20 469 821.58 €	79,14 %	4,09 %
Variable couvert (= protégé)	937 413.64 €	3,62 %	2,03 %
Variable	1 046 636.08 €	4,05 %	0,32 %
Barrière	1 870 063.22 €	7,23 %	4,72 %
Barrière avec multiplicateur	1 541 444.02 €	5,96 %	4,69 %
Ensemble des risques	25 865 378.54 €	100,00 %	3,94 %

Près de 80% de nos prêts sont à taux fixes, ce qui nous assure une sécurisation et une solidité de la dette. C'est une protection si les taux venaient à augmenter fortement.

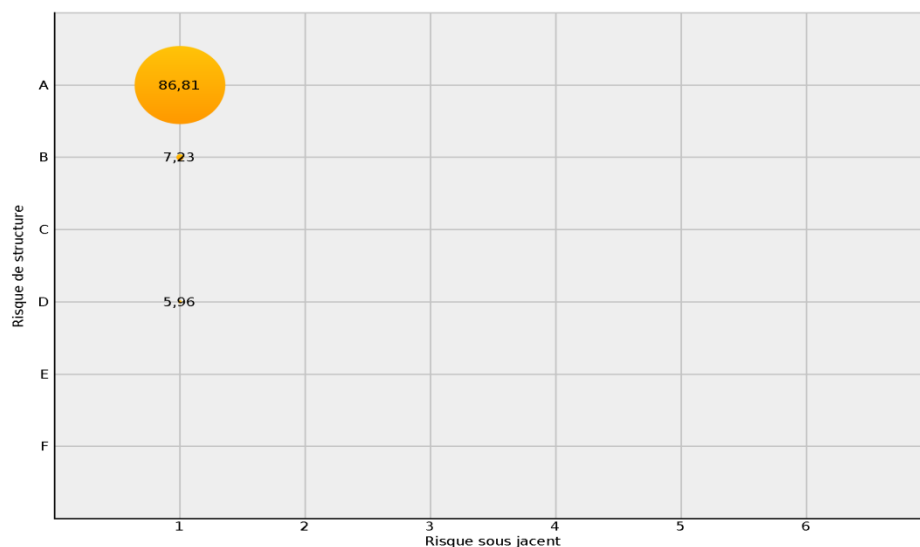
En 2008, pour rappel, il y a eu renégociation d'emprunts pour transformer les emprunts à taux révisables en taux fixe, ce qui nous a protégés d'ailleurs lors de la crise des subprimes.



Dette selon la charte de bonne conduite

Risque faible

Taille de la bulle = % du CRR

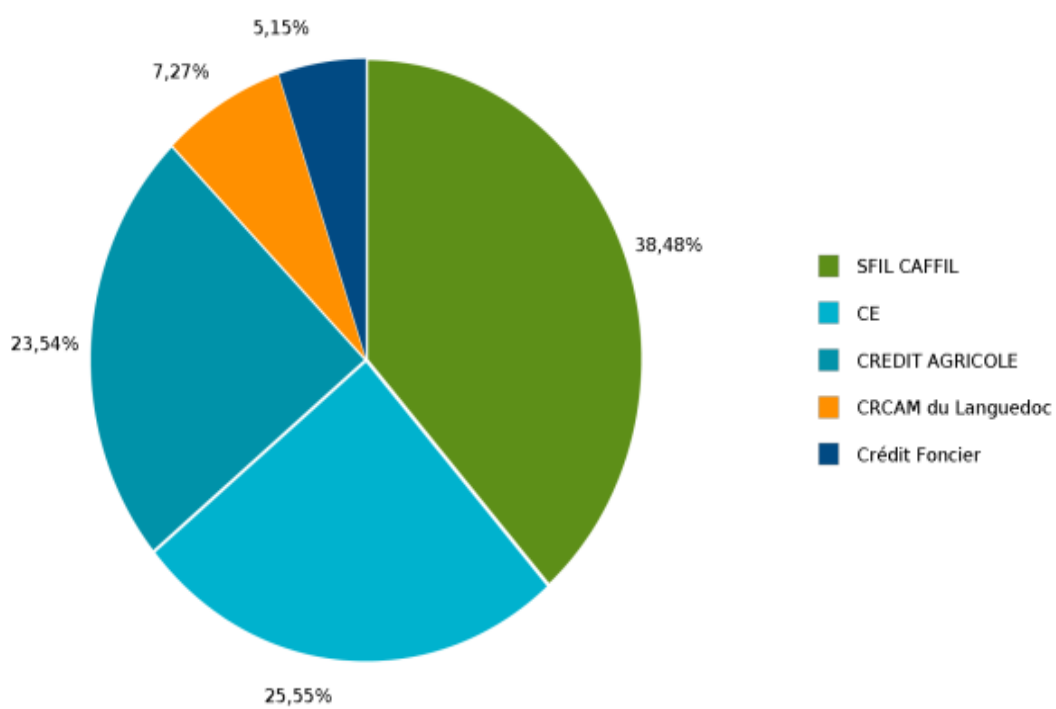


Risque élevé

On constate que 86 % de nos prêts sont à risque faible. C'est la Charte « Gisler » créée au moment des emprunts toxiques qui surveille les communes par rapport à leur risque. C'est un indicateur important vis-à-vis des services fiscaux, de la préfecture et des banques.

Dette par prêteur

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
SFIL CAFFIL	9 952 103.01 €	38,48 %	
CAISSE D'EPARGNE	6 608 548.12 €	25,55 %	
CREDIT AGRICOLE	6 089 900.53 €	23,54 %	
CREDIT AGRICOLE LANGUEDOC	1 881 493.53 €	7,27 %	
CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 333 333.35 €	5,15 %	
Ensemble des prêteurs	25 865 378.54 €	100,00 %	-



V. Le contexte communal RH

1- Evolution, structuration des effectifs – catégories hiérarchiques – pyramides âges:

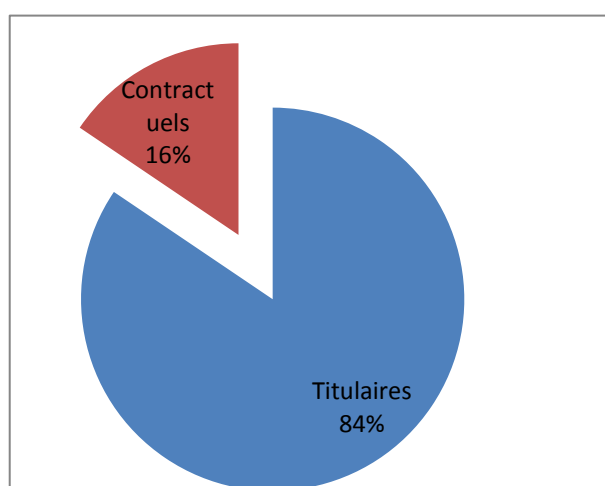
- Evolution des effectifs de 2014 à 2018 :

Statut	2014	2015	2016	2017	2018
Titulaires	300	300	293	283	284
Contractuels	48	43	43	53	49
Total	348	343	336	336	333

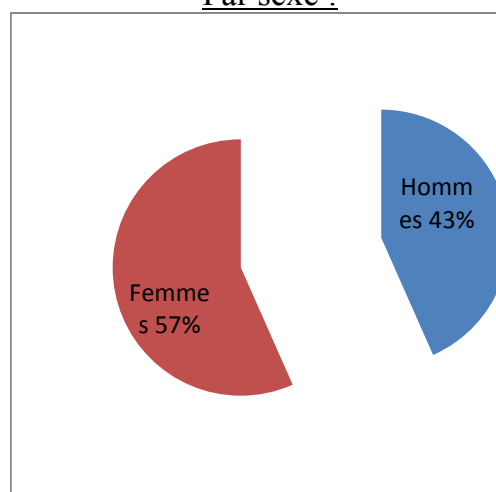
- Détails H-F Catégories Filières Statuts

Filière	Hommes						Femmes						total							
	Titulaires			Contractuels			Titulaires			Contractuels			Titulaires			Contractuels			Titulaires	Contractuels
	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	A	B	C	ABC	ABC
Technique	2	21	74			4		2	58			14	2	23	132			18	157	18
Administrative	2	1	4	2		1	4	12	39	2		3	6	13	43	4		4	62	8
Animation			3			9		1	6			12		1	9			21	10	21
Culturelle		2	3					2	10					4	13			0	17	0
Sociale									19			2		0	19			2	19	2
Police		1	12						3					1	15			0	16	
Sportive		3												3	0				3	
TOTAL	4	28	96	2	0	14	4	17	135	2	0	31	8	45	231	4	0	45	284	49

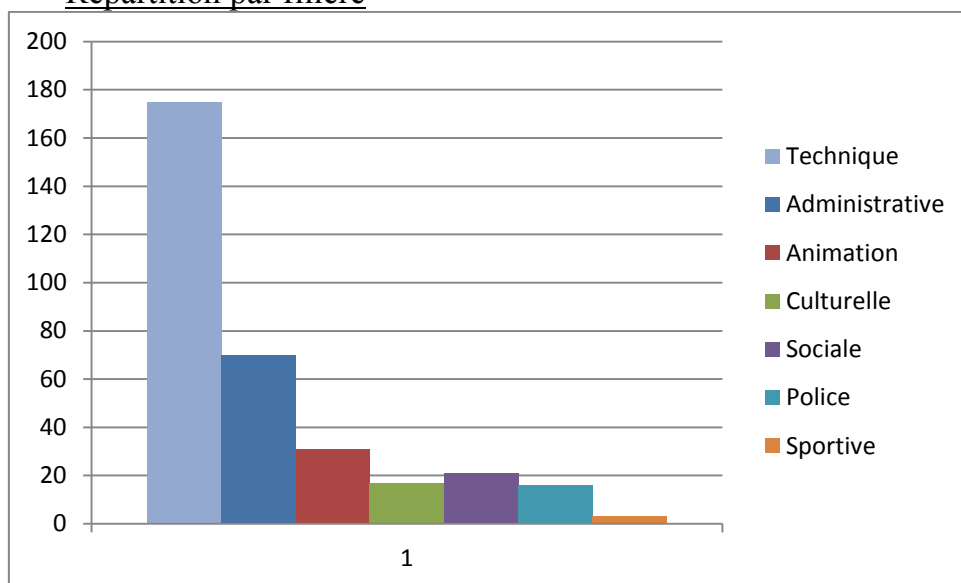
- Par statut :



- Par sexe :

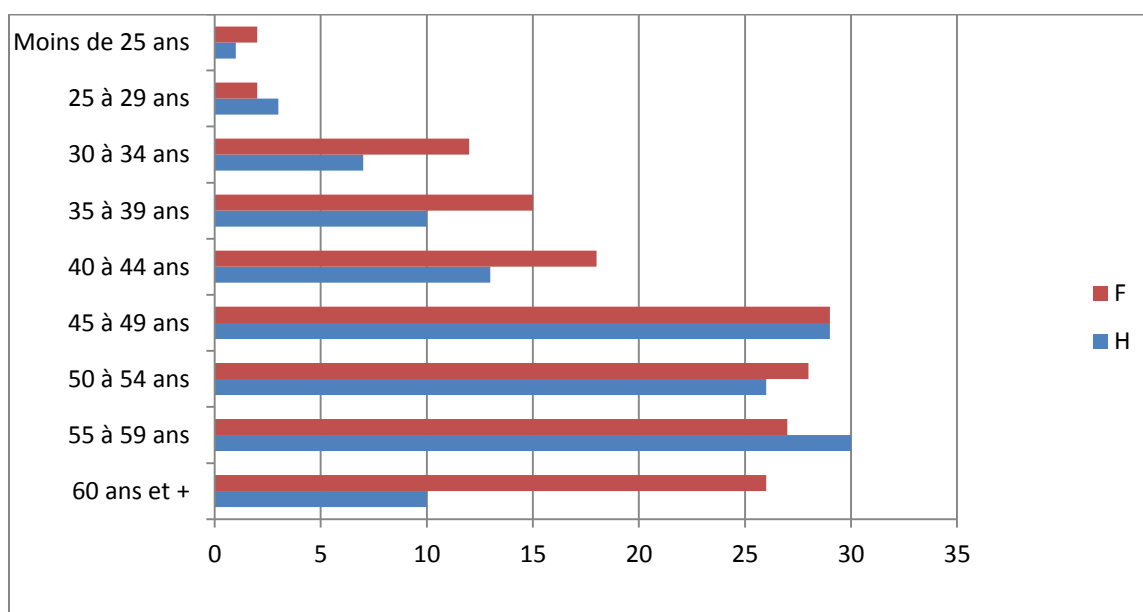


○ Répartition par filière



Rappel : la filière technique ne comprend pas que le personnel des Services techniques. Il s'agit aussi des agents d'entretien des écoles,...

○ Pyramide des âges :



NB : impact des contrats solidarité début années 80. 10 % du personnel est âgés de plus de 60 ans (26 femmes et 10 hommes). On peut rester travailler jusqu'à 67 ans et on remarque que les personnes demandent de plus en plus tard leur départ à la retraite.

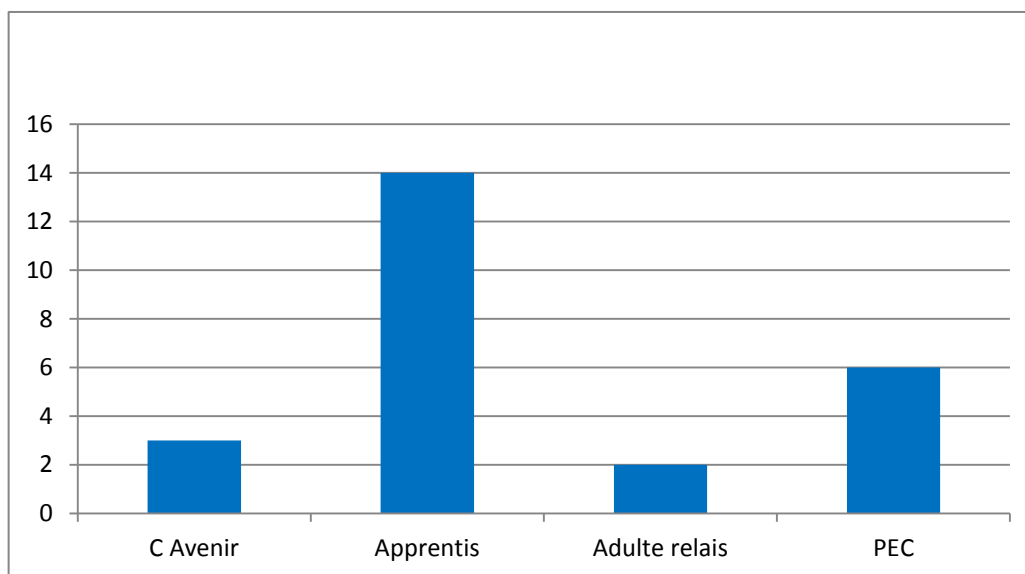
Contrats aidés et apprentis au 1^{er} octobre 2018 :

Contrats d'avenir : ils sont supprimés par l'Etat. Ils courent jusqu'à la fin.

Apprentis : ils se répartissent au service communication, dans les écoles, les espaces verts, à la commande publique, aux services techniques.

Contrats adulte relais : ils sont spécifiques à la politique de la ville

PEC : il s'agit des CAE (C Aidés). Pour tout âge contrairement aux contrats d'avenir.



2- Développement de plusieurs points majeurs que sont :

- L'apprentissage
- Les contrats aidés
- La prise en compte du handicap
- La gestion du temps de travail
- Les mouvements liés à la mutualisation
- L'évolution des dépenses du personnel

a- L'apprentissage

La collectivité continue à s'investir dans la formation des jeunes (de tout niveau scolaire) en les intégrant dans ses effectifs via les contrats d'apprentissage.

Ainsi, 50 jeunes ont pu développer leurs compétences aux côtés du personnel municipal et pour 2018/2019, 7 nouveaux apprentis vont être recrutés se répartissant de la sorte :

- 1 au service environnement et cadre de vie
- 2 au service bâtiments et énergie
- 2 au service éducation (1 agent d'animation et un agent ASEM)
- 1 à la médiathèque dans le domaine du numérique
- 1 à la commande publique

b- Les contrats aidés.

Cette année, la collectivité a reçu confirmation du renouvellement, pour une durée de 3 ans, de l'agrément pour nos 2 adultes relais, médiateurs de « tranquillité publique ». De plus, un nouvel agrément a été donné pour le recrutement d'un adulte relais supplémentaire, toujours en médiation, avec pour périmètre d'action le champ scolaire et l'éducation. Le recrutement est en cours.

Depuis le 1er janvier 2018, il n'est plus possible de conclure d'emplois d'avenir. Cependant, les contrats en cours iront à leur terme sans pouvoir être renouvelés. Les contrats d'accompagnement à l'emploi (CAE), eux, sont transformés en parcours emplois compétences (PEC) et ont pour but de faciliter l'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi. Une attention particulière est portée à certains publics tels que travailleurs handicapés ou résidents dans les quartiers prioritaires « politique de la ville ». Il faut savoir que l'orientation vers un parcours emploi compétences repose avant tout sur le diagnostic réalisé par le service public de l'emploi et la Mission Locale Jeunes. Pour le second semestre 2018, il est prévu le recrutement de 6 contrats PEC. Pour 2019, 5 nouveaux contrats devraient être conclus.

c- La prise en compte du handicap.

La collectivité, assujettie à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, poursuit cette action soit en conventionnant avec des établissements de travail protégé, soit en recrutant directement avec un accompagnement des personnes par une structure spécialisée. Le pourcentage de travailleurs handicapés demandé par la loi est de 6 %. Il est à Bagnols de 9.17 %.

d. La gestion du temps de travail.

La durée hebdomadaire du temps de travail au sein de la collectivité est fixée à 37 heures, RTT comprises. Le groupe de travail créé en 2018 afin de réexaminer et réactualiser le protocole du temps de travail, signé en 2001 avec les organisations syndicales (ceci dans le cadre de la mise en place des 35 h), n'a pu aboutir encore sur des propositions.

Etant donné les dates proches des élections professionnelles (fixées au 6 décembre à venir), renouvelant les instances de dialogue social, ce groupe sera réactivé en 2019.

Concernant les plages d'ouverture des services au public, l'objectif de la ville est de les modifier, voire de les étendre, ceci évidemment pour rendre un service meilleur encore mais aussi pour une harmonisation du temps de travail avec la communauté d'agglomération. En effet, Bagnols est à 37 heures avec RTT alors que l'Agglomération est à 35 heures sans RTT.

e. Les mouvements liés à la mutualisation.

La ville de Bagnols et la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien se sont engagées dans un schéma de mutualisation qui a conduit à la mise en place d'une

convention de mutualisation. Cette convention fixe les conditions de mise à disposition du personnel et des ressources.

Pour 2017, la mutualisation de personnel s'est établie comme suit :

AVENANT N° 5 A LA CONVENTION DE MUTUALISATION DE MOYENS HUMAINS ENTRE LA COMMUNE DE BAGNOLS SUR CEZE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GARD RHODANIEN art.3 de la convention : avenant annuel pour l'exercice 2017		
Service	Remboursement de l'agglomération à la mairie	Remboursement de la mairie à l'agglomération
Régie culturelle		31 571,39
Ressources humaines		16 140,90
Cuisine centrale		22 337,36
Jardins en Cèze		31 099,48
Communication		40 228,12
Services techniques		24 186,60
Actions commerciales		45 029,48
CHSCT	15 777,72	
Informatique	30 138,84	
Bâtiments communaux	31 114,32	
Services techniques	53 911,48	
NAP		11 831,22
ALSH périscolaires		49 070,58
ALSH extrascolaires	82 224,50	
Intervention astreinte	155,57	
Renfort manifestations		746,76
Cuisine centrale		599,49
Formation 6 participants	542,00	
TOTAL GENERAL	213 864,43	272 841,38

f. L'évolution des dépenses du personnel

2018 a été une année de pause concernant les augmentations de la valeur du point d'indice et de la mise en œuvre du protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels ainsi que des carrières et des rémunérations (PPCR).

Par contre, au niveau local, nous avons décidé de refondre le régime indemnitaire par la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement professionnel (RIFSEEP). Ce régime indemnitaire est composé de 2 primes.

Une première prime correspondant à une indemnité de fonction, de sujétions et d'expertise (IFSE), versée mensuellement, et une deuxième prime étant un complément indemnitaire annuel (CIA).

Une enveloppe de 50 000 €, budgétée en 2018, va permettre de reconnaître l'engagement professionnel des agents, par une prime individualisée.

La mise en place de la journée de carence devrait permettre d'atteindre une économie pour la collectivité de l'ordre de 20 000 € par an.

Le retour de la semaine de 4 jours dans les écoles avec une nouvelle organisation de l'activité du personnel, devrait permettre de réduire le montant des heures complémentaires ainsi que le recrutement de personnel saisonnier sur les temps méridiens.

Pour 2019, et ce malgré le gel du point d'indice, les mesures gouvernementales imposées à la collectivité auront un impact budgétaire certain, notamment dû par la relance de l'application du protocole relatif à la modernisation des parcours professionnels, de carrières et des rémunérations (PPCR), relance qui se poursuivra jusqu'en 2021. Au niveau national, le coût est estimé à 750 millions €. Au niveau local, il est difficile d'en mesurer la portée, les textes relatifs à cette mesure n'étant pas encore parus à ce jour.

Toujours pour 2019, l'abaissement du seuil d'indemnisation de 20 à 15 jours épargnés (compte épargne temps) et la revalorisation de 10 € pour chacun de ces jours, demandé par l'Etat, va lui aussi impacter budgétairement la masse salariale.

A cela, il convient d'ajouter :

La stricte compensation de la hausse de la CSG et sa revalorisation pour compenser l'effet négatif du transfert primes-points prévu par le PPCR

La reconduction de la GIPA (Garantie Indemnitaire du Pouvoir d'Achat) qui est un rattrapage de l'écart entre le salaire et impact de l'augmentation du coût de la vie.

La revalorisation de l'indemnisation des frais de déplacement.

Le projet de loi de finances prévoit une exonération dans le courant de l'année 2019 des cotisations salariales sur les heures supplémentaires qui devrait contribuer à améliorer le pouvoir d'achat des agents.

Ayant été retenu sur 2 dispositifs contractuels que sont le PNRU et l'Action cœur de ville », à fort enjeux, nous avons, pour l'avenir, décidé de recentrer nos efforts de recrutement autour de ces 2 actions majeures.

VI. Résumé des déclinaisons et grandes orientations locales.

Le budget prévisionnel 2019 sera donc établi selon les orientations suivantes :

➤ **Stabilisation des dépenses de fonctionnement** par la poursuite de la maîtrise des coûts de fonctionnement en interne et notamment de la masse salariale. Nous aurons la même volonté qu'en 2018 visant à ne pas dépasser 1,2% d'augmentation ceci pour une amélioration durable de notre autofinancement (ou épargne brute)

➤ **Renforcement en compétence des domaines suivants** : action cœur de ville et ANRU. Bénéficiaire de ce pôle projet est pour la ville et son avenir une chance. Nous y sommes engagés pour 10 ans et cela est pour nous une priorité majeure. Cela passera

par un déploiement et un renforcement de l'ingénierie et des équipes.

- **Maintien de nos taux d'imposition**
- **Importants travaux d'investissements** par la déclinaison du Plan Pluriannuel d'Investissement.

La capacité d'autofinancement estimée à 2.5 millions d'euros atteste de l'amélioration de la santé financière de la Ville et le recours à l'emprunt, tout en maintenant un endettement par habitant raisonnable et constant, pourra être envisagé d'autant plus que nous commençons à bénéficier de l'atténuation des emprunts d'avant 2008.

Il est rappelé que, par ses investissements, la ville participe et accompagne la relance de l'économie locale.

Concrètement, pour les Bagnolais, ceci se traduit par :

- L'embellissement de la ville et une amélioration de la qualité de vie avec notamment:
 - La réhabilitation des places Jean-Jaurès et Bertin-Boissin
 - La rénovation de la pyramide (salle de spectacle et salles annexes)
 - La construction du nouvel EHPAD
 - La finalisation du chantier de l'église Saint-Jean-Baptiste (élément central de notre patrimoine)
 - La rénovation de la voirie notamment Lamargue, remparts du collège,...
 - La réalisation d'un terrain synthétique au stade des Escanoux ainsi qu'une nouvelle piste d'athlétisme
 - La poursuite du programme ADAP (accessibilité)
 - Le suivi du programme de rénovation urbaine, le PNRU, qui dépassera largement l'horizon 2020 et qui changera le visage de Bagnols.
 - La déclinaison du projet Cœur de ville

Nos priorités :

- L'éducation : avec, entre autre, la poursuite des travaux de rénovation (façades...) et de sécurisation des écoles par la mise en place du Plan Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) = système d'alerte.
- La relation aux Bagnolais : ceci par une organisation de terrain plus proche des habitants et la consolidation d'une équipe permettant l'expression de la démocratie de proximité dénommée «Equipe Relation Citoyen ». Les Bagnolais sont au centre de nos préoccupations et nous répondons à leurs demandes d'améliorations quotidiennes. Ainsi naît la concertation par un rapprochement entre élus, services de la ville et citoyen.

N'oublions pas le déploiement de l'Equipe Propreté Environnement ».

➤ L'animation festive : qui a montré aux Bagnolais le changement. Nous souhaitons une reconduction de l'animation festive « populaire ». Je ne citerais que Bagnols en fleurs, les jeudis musicaux, boulevard en fête sans oublier les Cèz'tivales. C'est aussi un vecteur important d'accompagnement du commerce.

➤ La démarche de modernisation de nos services et en matière de communication :

- Ramassage régulier des encombrants
- Numérisation des actes d'état civil
- Dématérialisation de nombreuses procédures et d'opération de facturation
- Prise en considération du bien-être au travail : échauffements et étirements au poste de travail et pendant le temps de travail + atelier yogalate entre 12 heures et 14 heures.
- Communication (Facebook, Site internet en réécriture, format et graphisme amélioré de « Bagnols Bouge », affichage propre en ville et mobiliers urbains neufs.

➤ La Sécurité :

- Des investissements : finalisation du doublement de caméras de vidéo-protection et mise en place de bornes rétractables en centre-ville
- Consolidation des moyens humains supplémentaires, nouveaux locaux, nouvelles embauches
- Recrutement d'un adulte relais supplémentaire.

Et puis, insistons encore sur les deux grands projets urbains que sont la rénovation urbaine qui va changer la physionomie d'une partie de la ville et l'action « cœur de ville » qui va modifier le centre-ville de Bagnols.

En conclusion, les orientations budgétaires 2019 démontrent la volonté de l'équipe municipale à maîtriser ses dépenses de fonctionnement tout en se soumettant à un contrôle permanent (contrôle des dépenses et de notre désendettement), ceci afin de dégager des sources d'économies, et en même temps poursuivre un programme ambitieux d'investissements pour les années à venir.

En effet, nous ne souhaitons pas rompre le dynamisme, et plus particulièrement celui de l'investissement de la ville, démarré il y a plus d'un an.

C'est pourquoi le DOB et la présentation du budget de l'année 2019 sont avancés par rapport aux années précédentes.

Oui, Bagnols bouge et va pour les 5 ans à venir bouger encore.

Bagnols bouge à travers ses chantiers et à travers les animations proposées et le slogan de la ville remporte aujourd'hui tout son sens.

S'il fallait résumer en quelques lignes le contenu de ce rapport d'orientation budgétaire, je dirais :

- que le budget de fonctionnement sera maîtrisé
- que le budget d'investissement sera à la hauteur de nos engagements
- qu'il n'y aura pas de variations des taux d'imposition concernant la Taxe d'Habitation, le foncier ou le foncier non bâti.

Michel CEGIELSKI : Avant que Monsieur le Maire n'ouvre le débat, je vous remercie pour votre attention, sans oublier le service des finances et celui des Ressources humaines pour leur constante implication.

(Applaudissements).

Serge ROUQUAIROL : Comme je l'ai fait en Commission des finances, ici publiquement je rends hommage au travail qui a été effectué, au travail de simplification, de clarification, d'explication et de pédagogie mené par M. Cégielski. Les documents sont précis même si, faites-moi plaisir n'appellez pas ça des « slides » s'il vous plaît, merci, je suis pour la défense de la langue française qui en a bien besoin. Alors, je voudrais intervenir d'une façon structurée, certes moins que la vôtre M. Cégielski mais en reprenant à peu près les étapes que vous avez suivies. Tout d'abord le contexte économique, on ne va pas dire mondial, restons européen. Je l'ai dit en Commission, je le répète ici, nous sommes sous la menace avec le retoquage il y a 8 jours de cela à peu près, pour la seconde fois, de la proposition budgétaire italienne par la BCE, nous sommes sous la menace d'une crise que l'on pourrait appeler « Grèce puissance 10 ». Je vous rappelle que la dette italienne est élevée à 130 % de son PIB et que le jour où les implications financières du gouvernement italien ne seront pas suivies d'effet et amèneront à une crise du financement de cette dette et du financement du fonctionnement de ce pays, ce qui n'est pas loin d'arriver parce que l'argent coûte à peu près deux fois et demi plus cher à l'Italie qu'à la France en ce moment, et ça risque de continuer à se passer, nous avons quelques « slides » dans une banque dans laquelle j'interviens qui nous montre ce qu'il en est assez régulièrement. Et donc je suis très inquiet parce que c'est vraiment quelque chose qui va peser sur les économies nationales, et directement sur les fonctionnements des collectivités territoriales, on l'a vu dans les crises précédentes, la crise des « subprimes » en particulier, mais bon on n'est pas loin de quelque chose de très important dont les conséquences seront très importantes pour les institutions avec lesquelles nous fonctionnons et derrière pour les populations pour lesquelles nous travaillons. C'est vraiment quelque chose sur quoi je voulais insister. Je ne prétends pas que votre rapport était optimiste mais je crois qu'il faut, sans jouer les « Cassandre », il faut vraiment être vigilant à cela et peut-être anticiper un certain nombre de choses sur le plan budgétaire par des systèmes de réserve, par des systèmes de retenue dans un certain nombre de domaines pour pouvoir à un moment donné ou un autre, réorienter les dépenses qui seraient vitales pour les populations. Bref, c'est à cette vigilance que je vous appelle avec cette remarque qui n'est pas isolée, si vous prenez la presse économique,

même dans les pages économiques des grands journaux nationaux on voit cette inquiétude à l'aune des articles qui sont rédigés sur la question.

La seconde chose sur laquelle je voudrais insister, on dira que c'est le verre à moitié vide ou le verre à moitié plein, c'est sur la présence et l'importance des dotations de solidarité de la DSU en particulier dans le budget qui peut se lire de deux façons. Elle peut se lire comme vous l'avez fait, ce que je ne vous reproche pas, comme la reconnaissance de l'État du rôle central de Bagnols dans la région qui est la nôtre, et puis elle peut se lire aussi tout de même, alors je pense que comme les choses ne sont jamais ni noires, ni blanches, je n'ai pas une passion pour le gris mais enfin, il faut peut-être l'accepter, il faut aussi intégrer que dans l'augmentation de cette DSU dans les ressources de notre budget, il faut pouvoir lire la prise en compte par l'État avec les critères qui sont les siens et les moyens de mesures qui sont les siens, de la faiblesse budgétaire de notre ville en raison d'une faiblesse fiscale et en raison d'une situation de paupérisation de sa population. Il ne faut pas se le cacher, il ne faut jamais se mettre, je crois, de peau de saucisson devant les yeux, et prendre en compte cette dimension qui peut nous amener à avoir une politique budgétaire de prévention en matière de poire pour la soif, dans tel ou tel domaine qui peuvent intervenir pour les besoins de notre population, pour les besoins peut-être moins immédiats que dans la durée puisque c'est un peu plus la fonction d'une municipalité ou d'une commune, mais enfin ça ne fait rien je crois que c'est à prendre en compte cette double lecture de l'importance de la DSU dans notre budget qui ne doit pas être négligée sous peine, je ne peux pas parler d'angélisme, mais enfin elle ne doit pas être négligée. Voilà ce à quoi je voulais dans cette intervention vous demander d'être vigilant. Alors il y a un satisfecit et des remarques positives que nous sommes dans l'obligation de constater sinon nous serions malhonnêtes, c'est qu'effectivement la gestion des finances, et en particulier le désendettement et la capacité de l'autofinancement sont en très nette progression, c'est tout à votre honneur, et je ne m'en cache pas et je ne le dissimule pas, il n'y a aucune raison que nous le dissimulions. Je laisserai mes collègues intervenir sur d'autres aspects, j'en viens directement à la conclusion de mon propos, puisque mes collègues interviendront sur l'aspect investissement comme sur l'aspect ressources humaines. Personnellement ce que je voudrais, ce que je souhaiterais, et je crois que le débat d'orientations budgétaires est fait pour ça, vous avez listé un certain nombre de priorités, parmi les priorités je ne sais pas comment on va l'appeler ou comment on pourrait l'appeler, je ne sais pas s'il faut l'appeler d'une façon objective, donner un titre comme vous allez créer une 5^{ème} direction pour l'ANRU comme vous l'avez annoncé, je ne sais pas ça, mais tout ce que je sais c'est que la prise en compte par des choix budgétaires de la paupérisation dans notre population, des difficultés qui vont croissantes, et j'ajouterai en son temps, il avait été question d'une fracture sociale dans le débat national. Je pense que cette fracture existe, je pense qu'elle se double d'une fracture culturelle et d'une fracture d'unité nationale, d'unité de nos populations, d'une fracture qui est sous la coupe, sous la menace des communautarismes. Je dis bien des communautarismes, je n'en cible pas un plutôt qu'un autre. J'ai envoyé un petit mot à M. le Maire à ce sujet. Est-ce que vous avez constaté, il y a eu un enthousiasme pour les cérémonies du 11 novembre, il y a eu un enthousiasme pour la commémoration de l'Armistice, est-ce que vous avez constaté combien le mouvement populaire qui a accompagné, qui a signifié cet enthousiasme, était très peu représentatif du camembert de la population

Bagnolaise ? Est-ce que vous avez constaté combien il était déséquilibré, combien un certain nombre de nos concitoyens étaient peu présents voire absents ? Je pense qu'il ne faut pas monter ça en épingle, mais je le prends comme un indice, je le prends comme un indice des inquiétudes qui sont les miennes. On parlait d'aimer une ville et d'aimer ses habitants quand on s'investit dans l'action municipale, je suis investi dans l'action municipale sans discontinuité depuis 1989. Je crois que j'aime cette ville et je crois que j'aime cette population et je vous invite à trouver les moyens de prendre en compte ces menaces que l'on ressent, et qu'il faut arriver à transcrire sur le plan budgétaire. Alors, il faudra peut-être leur donner un nom puisque mal nommer les choses c'est ajouter à la misère du monde nous disait Camus. C'est là-dessus que je conclurai mon intervention en disant vous avez dégagé des priorités, peut-être faut-il un peu plus rentrer dans le détail de la nature de ces priorités pour chercher à être sur ces points que j'ai signalés plus effectifs et plus actifs. Je vous remercie de votre attention.

Jean-Pierre NAVARRO : Merci de me donner la parole. Tout d'abord je souhaite une excellente journée à tous les gens qui sont dans cette salle. Ce que l'on oublie souvent de faire, c'est dommage. Ensuite, je voudrais féliciter Michel Cégielski pour son sourire, ses beaux yeux et la brillante démonstration et le brillant exposé conformément à son habitude qu'il nous a fait. Si vous voulez bien me laisser la parole, je note dans votre préambule que vous êtes tenus d'assurer un développement équilibré en maintenant une situation financière saine et pérenne c'est bien ça ? Vous nous dites, par ailleurs, pour 2019 la dotation est identique à celle de 2018, elle n'augmente pas. Et vous ajoutez, en contrepartie, l'État demande aux collectivités locales un effort conséquent d'économies, 13 milliards, vous connaissez les chiffres, 13 milliards d'euros sur 5 ans. Autrement dit, on vous impose une gestion en bon père de famille sans vous en accorder les moyens ce qui relève de la quadrature du cercle. L'an dernier, je vous avais mis en garde contre certaines promesses fallacieuses. Nous pouvons constater aujourd'hui à quel point la dite suppression de la taxe d'habitation est un leurre électoral et je m'adresse aussi à M. le Député, j'espère qu'il a des oreilles comme tout le monde car loin d'être mise en œuvre elle est d'ores et déjà largement compensée pour l'État par la hausse des taxes tous azimuts. Pendant que M. Carlos Ghosn et ses confrères du CAC 40 s'enrichissent sans vergogne avec des revenus 70 fois supérieurs au salaire moyen, je dis bien le salaire moyen, pas le SMIC, les communes tirent le diable par la queue pour arriver à joindre les deux bouts, j'en suis témoin. La majorité des maires manifestent leur ras le bol et 50% d'entre eux déclarent ne pas vouloir se représenter en 2020, c'est quand même important. Leur mécontentement est tel que le Président Macron n'a pas osé assister, selon la tradition, à leur récent congrès, c'est vrai M. le Député ou non ? Par contre, il a trié quelques personnes, sur le volet pour les inviter à faire une « sauterie » à l'Élysée, ce qui ne résout pas les problèmes du peuple. Pour les familles Françaises, notamment les plus modestes, la situation devient intenable, consécutivement à la montée des prix orchestrés par les technocrates douillettement abrités dans leur Ministère, les manigances de ces maniaques de la taxation ont eu pour but de désespérer le peuple laborieux et il s'en est suivi la courageuse et légitime réaction de ceux qui n'ont plus rien à perdre « Les Gilets Jaunes ».

Du haut de sa tour d'argent, le gouvernement n'a que deux réponses à cette misère issue de sa politique néfaste, l'insulte et le matraquage. Nombreuses sont les victimes de cette violence programmée par le pouvoir. Forces de police et manifestants confondus déplorent plus de 600 blessés aujourd'hui auxquels je rends, ici, hommage et je m'incline également devant la douleur des familles ayant perdu un être cher dans ces manifestations que je dis « pacifiques » au départ. Il n'y avait aucune volonté de casser quoi que ce soit et j'étais avec eux et je suis avec eux.

Pour finir, j'ai décelé une curieuse similitude entre les événements de 1968 et ceux de 2018. Dans les deux cas, le peuple exaspéré étant révolté, en 1968 De Gaulle s'est réfugié en Allemagne pour solliciter la protection de son ami, le Général Massu. En 2018, Macron s'est précipité, lui aussi, en Allemagne mais cette fois pour recevoir la bénédiction d'Angela Merkel, étonnant non. Merci de votre attention. Attendez, je voudrais en venir, si vous voulez, aux affaires bagnolaises M. Le Maire.

Jean-Yves CHAPELET : Je pensais que nous étions à l'Assemblée Nationale mais vous avez raison, on doit être au Conseil Municipal.

Jean-Pierre NAVARRO : Je ne serai pas long. Laissons les Députés se gaver entre eux, à nous qui subissons de voir un peu comment se passe nos affaires locales.

Comme l'an dernier, j'ai apprécié votre présentation claire et précise, je reviens là-dessus, j'insiste c'est très bien. Ne laissons aucune ombre planer. Les finances sont bien assainies, l'endettement ramené à une proportion satisfaisante, les dépenses maîtrisées, l'autofinancement maintenu à un bon niveau et je prends acte du fait que cette année encore, mais jusqu'à quand, vous n'agissez pas sur les taux concernant les taxes locales. Je suis tout de même chagriné M. le Maire par vos décisions 31 et 34 entraînant un emprunt total de 2 millions d'euros. C'est vous qui voyez, ce sont mes affaires mais je vous les délègue. Malgré tout, nombreux sont les Bagnolais qui se plaignent de ne pas voir assez vite, je cite :

- leur ville devenir plus propre, plus sûre et plus agréable,
- leurs quartiers, des endroits où il ferait bon vivre,
- les commerces reflourir en centre-ville.

Reste les personnes à mobilité réduite qui désespèrent de pouvoir, un jour, accéder à leur mairie, découvrir enfin leur magnifique musée, y avez-vous pensé à quelque fois ?

Selon la tradition, il ne me reste plus qu'à vous souhaiter, plus que jamais, bon courage pour l'avant dernière fois. Vous serez peut-être là en 2020 mais moi je n'y serai plus, c'est certain. Ma vie est derrière moi. Merci de votre attention.

Christian ROUX : Je vais essayer d'être un peu plus succinct. M. le Maire je voudrais déjà vous remercier de l'hommage que vous avez rendu à Georges Benedetti et je profite de l'occasion pour vous proposer de nommer une rue, une place en l'honneur de Georges Benedetti qui a été un personnage et un acteur principal de l'évolution de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Pour revenir au débat, je vais prendre point par point. Sur le désendettement, je prends note du recul effectif de ce désendettement et je pense que les Bagnolaises et les Bagnolais attendent autre chose en termes d'investissements. Je pense que Bagnols a besoin de plus d'ambition dans les investissements au regard des enjeux,

je crois que, ce qui est important aujourd'hui, c'est de se donner pour ambition le retour des foyers fiscaux sur la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Sur l'autofinancement, je rappelle chaque année, que son augmentation est due aussi à l'augmentation des taxes locales que vous avez engagées il y a 2 ans et c'est ce qui vous permet, effectivement, de dégager des marges de manœuvres. Sur le projet « Cœur de Ville » à plusieurs reprises avec mes collègues, nous vous avons interpellés justement sur cette désertification du centre-ville et je crois qu'il est important de noter, aujourd'hui, que ce centre-ville se meurt, qu'il y a une désertification des commerces qui ferment ce qui a pour conséquence de générer des actes d'incivilités et, je dirai, une ville qui se dégrade.

Un dernier point sur la prime de 50 000 € qui est allouée au personnel municipal. Je rappelle qu'il y a 284 personnes titulaires à la mairie de Bagnols-sur-Cèze, et si je ne m'abuse, il n'y a que 76 personnes, soit 26% du personnel qui a perçu la prime. Donc, je vous pose la question, comment sont attribuées ces primes ? Sur ces 26 % du personnel on constate aussi que ce n'est que 20 % des personnels des services techniques qui ont touché cette prime. J'ai pu mettre la main sur un tract syndical d'où il retourne le manque de transparence et de réponses non apportées par vos services. Donc, est-ce que vous pouvez m'éclaircir à ce sujet ? Merci.

Intervention d'une personne extérieure au Conseil municipal qui souhaite intervenir.

Jean-Yves CHAPELET : Non, vous n'avez pas le droit. Vous ne pouvez pas. Je suis dépositaire de la démocratie, vous n'avez pas le droit et si vous le faites je serai amené à déposer plainte dès lundi.

Intervention d'une personne extérieure au Conseil municipal qui souhaite intervenir.

Jean-Yves CHAPELET : M. Navarro, asseyez-vous, je vous demande de ne pas intervenir. C'est la règle du Conseil Municipal, c'est la règle de la démocratie, on continue.

Claude ROUX : Bonjour, je vais être bref, l'essentiel a été dit même si je ne partage pas tout. Félicitations à M. Cegielski pour la clarté de son exposé, j'oserai dire que c'est presque de la politique pour les nuls et j'arrive à comprendre, merci. Je vois que vous mettez un accent sur l'apprentissage, continuez, c'est quand même l'avenir de former nos jeunes. Je l'ai toujours dit, nous avons des gens qui vont quitter le monde du travail et qui ont des savoirs à revendre. Avant qu'ils ne partent qu'ils puissent le transmettre à nos jeunes qui arrivent, peu importe les services où vous les prendrez. Je note aussi que Bagnols est quand même au-delà de la loi pour l'emploi des handicapés, poursuivez, il n'est pas interdit de monter au-delà de 9,17 %. Une prime au mérite pour les gens qui veulent bien travailler, bien s'investir pour la ville, 50.000€ c'est une somme, peut-être qu'un jour vous serez amené à l'augmenter et que cela donnera des idées à ceux qui traînent un peu la patte pour travailler et qui donc auront une envie d'agrémenter les fins de mois par la qualité de leur travail.

Claudine PRAT : Quelques remarques un petit peu plus ciblées. Effectivement les finances sont assainies, la dette a baissé, c'est-à-dire qu'aujourd'hui elle est revenue au niveau où elle était en 2006 après avoir culminée en 2014. C'est donc une baisse très sensible. Par contre, j'ai un peu plus d'inquiétude, je suis moins optimiste que vous quant à la vision de Bagnols. En 10 ans, les impôts locaux ont augmenté de 50% sur Bagnols, alors pas forcément sur les taux d'imposition mais si on cumule avec les bases cela fait quand même une charge fiscale qui a augmentée de 50 %. Pendant ce temps, le SMIC lui n'a bougé que de 15 % et les retraites à peine 10% ce qui fait que l'on a énormément de foyers fiscaux qui sont impactés par cette surcharge financière. Le taux de chômage à Bagnols est très élevé, 2 points au-dessus du graphique que vous avez fait au niveau national. 70% de notre population a plus de 55 ans, c'est aussi un sujet d'inquiétude et il faudrait vraiment pouvoir travailler dessus, faire revenir les foyers fiscaux c'est ce que nous a dit mon collègue Christian tout à l'heure. On voit fleurir des lotissements sur les communes périphériques, pas beaucoup chez nous. Les priorités sur l'éducation tout à fait d'accord avec vous mais dans votre paragraphe de l'éducation vous nous parlez surtout des travaux liés aux écoles. Je crois qu'une priorité essentielle ce serait de l'éducation c'est-à-dire Programme de Réussite Educative, assistance, plus sur la prise en compte des jeunes que sur leur lieu de vie. La fracture de la population on en a parlé. Bien sûr il faut refaire la voirie, il faut refaire les trottoirs mais je crois qu'il faut s'intéresser en priorité j'allais dire, à l'humain et à la désespérance des gens qui sont mal dans leur peau à Bagnols.

Serge ROUQUAIROL : J'aurais un complément de remarque qui m'a échappé tout à l'heure. Sur la taxe d'habitation, je vais être plus modéré que certains propos qui ont été tenus sur la baisse de cette taxe. Mais de fait, à Bagnols, il y avait une grande partie de la population qui aurait dû acquitter cette taxe d'habitation qui ne pouvait pas le faire, et qui donc en était exonéré. C'est à prendre en compte évidemment comme un critère complémentaire dans l'intervention que j'ai faite comme dans celle que vient de faire Claudine Prat.

Jean-Yves CHAPELET : Avant de continuer les débats je vais préciser une chose. Le conseil municipal est un lieu de liberté d'expression, c'est la règle de base. Sur Les élus du peuple qui sont ici, les interventions extérieures ne peuvent pas se faire, c'est interdit. Il y a un règlement, je suis dépositaire de ce règlement. Si les gens qui sont dans l'assistance veulent s'exprimer au sein du conseil municipal ce n'est pas faisable. C'est transgresser le règlement du conseil municipal et c'est transgresser la règle démocratique qui nous réunit tous ici. Pour qu'il y ait une intervention, il faut que j'interrompe la séance du conseil municipal, il faut me le demander par avance, il faut me donner la teneur du propos. Encore une fois, qu'il y ait des gens qui aient des revendications, qu'il y ait des droits de manifester en France je suis pour et j'en ai profité largement et j'en profite encore, le droit d'expression est libre sauf que dans l'enceinte du conseil municipal ce n'est pas faisable. Je le dis, ce n'est pas une position c'est simplement la règle.

Anthony CELLIER : Je ne vais pas refaire le débat que l'on a déjà eu à l'Assemblée, je vous invite si cela vous intéresse à le regarder. Cependant, il est une chose qui me désole finalement dans la prise de parole de certains conseillers municipaux et si

vous me le permettez, M. le Maire, je prendrai deux secondes pour exprimer moi aussi ma colère sur l'absence de respect de ce que sont nos règles démocratiques et républicaines. Se nourrir de la colère, se nourrir de la misère de nos concitoyens, je dois le dire est plus que pathétique, et M. Navarro avec des airs de grand-père gentil et raisonnable, vous dévoilez le masque de ce qui est pathétique, je vous le dis. Je n'insisterai pas plus là-dessus. Pour votre information les maires qui sont invités à l'Élysée sont invités par l'Association des maires de France, pas par l'Élysée. Enfin pour la taxe d'habitation, pour vous donner une petite idée hier j'ai demandé à la direction générale des finances de me faire un point sur la ville de Bagnols-sur-Cèze pour desserrer ce fameux étau fiscal qui fait aujourd'hui l'actualité. Sur 8 574 foyers Bagnolais, 7 250 ont bénéficié soit d'une exonération, soit d'une baisse de 30% de la taxe d'habitation. En moyenne, cela représente 230 à 300 € par foyer fiscal. Ça c'est concrètement baisser la pression fiscale telle que c'est demandé par nos concitoyens. Je vous remercie.

Jean Christian REY : M. le Maire, Mesdames et Messieurs les élus, sur le DOB, effectivement beaucoup de satisfaction, du fonctionnement qui est plus que maîtrisé puisqu'il baisse, de l'investissement qui est plus que maintenu puisqu'il augmente, avec des projets qui sont importants et puis les priorités autour de l'éducation aussi qui sont quelque chose d'essentiel et qui sont bien mises en œuvre dans ce DOB donc je ne serai pas plus long, vous l'avez très bien dit et évidemment j'y adhère. Je voudrais juste ajouter une chose mais là je vais parler avec ma casquette de conseiller municipal délégué aux risques majeurs. On n'a jamais vécu une telle succession depuis quelques années de problématiques climatiques. Donc aujourd'hui, il ne faut quand même pas oublier cette urgence-là. Personne ne conteste les difficultés des uns et des autres, personne n'a le monopole des difficultés des uns et des autres, personne ne connaît la vie de son voisin et donne des leçons aux uns et aux autres pour expliquer ce qui est bien ou mal. Serge Rouquairol l'a dit tout à l'heure, la vérité n'est jamais blanche, elle n'est jamais noire, elle est souvent grise, elle n'est pas manichéenne. Donc la démagogie c'est souvent l'inverse de la vérité et c'est contre-productif. J'en profite juste pour vous donner une information car depuis tout à l'heure je suis sur ma tablette en direct, la Cèze est montée à 6 mètres 29 et je pense qu'elle a fini de monter pour aujourd'hui. Nous avons passé la nuit avec les services municipaux et j'en profite pour les féliciter de leur présence et aussi dire que derrière tous ces chiffres il y a des hommes et des femmes qui se mobilisent au quotidien pour la vie des Bagnolaises et des Bagnolais. Cette urgence climatique on la voit tous les jours, les experts expliquent que ce sont 92 milliards d'euros sur les 25 prochaines années qui seront dépensés en dégâts matériels sans compter les dégâts humains qui vont avoir lieu, donc il y a une véritable urgence. Nous avons tous des gamins et si demain on veut tous crever et bien il faut continuer. Je pense que l'on n'a pas le choix. Ce n'est pas un problème de savoir si l'on veut se faire plaisir ou pas, c'est que l'on n'a pas le choix. Après effectivement, il faut essayer de faire les choses le mieux possible mais surtout, surtout de grâce, sortons du côté manichéen, il n'y a pas les gentils d'un côté et les méchants de l'autre, il n'y a pas ceux qui ont raison ou ceux qui ont tort, je pense qu'on doit tous être respectés dans nos différentes positions et effectivement la vérité elle n'est sans doute ni blanche ni noire elle est peut-être un peu entre les deux. Donc un peu de subtilité dans un

monde de brute ferait peut-être un peu avancer les choses plutôt que d'être toujours d'un côté ou d'un autre.

Catherine EYSSERIC : Je voudrais à mon tour féliciter M. Cegielski pour cette présentation du budget où l'on voit que les indicateurs sont tous au vert, ce qui permet à Bagnols de se projeter dans un avenir de construction et c'est très bien. Je voudrais reprendre les propos un peu pessimistes de M. Rouquairol sur l'Europe, et sur les dangers qui nous guettent dans l'Europe. Je suis d'accord qu'il faut être vigilant et qu'il y a certains pays qui prennent des décisions parfois qui peuvent choquer, mais en même temps, je continue à vouloir croire à une Europe vraiment positive, qui nous protège et je pense que sur Bagnols pour en revenir à ce qui nous occupe aujourd'hui en conseil municipal, des projets aidés par les fonds européens dans les quartiers ont été réalisés ce qui montre que cette Europe au quotidien près des citoyens, elle existe. J'étais hier à une réunion où il y avait des personnes qui pensaient que la cohésion sociale qui se traduit au travers des fonds FEDER pourrait être amenée à être remise en cause dans l'Europe de demain et en fait on avait des signes comme quoi cette cohésion sociale à travers les aides européennes va continuer à être promue par la Commission Européenne, par le Parlement Européen et que donc on continue à croire à ce que cette Europe nous aide dans notre quotidien et notamment à Bagnols. Je voulais donner une note positive sur la place de l'Europe auprès de nous, auprès de notre ville.

Serge ROUQUAIROL : Pour éviter toute méprise, je suis un Européen convaincu, je suis aussi bien partisan de plus d'Europe que de mieux d'Europe et je n'ai en aucun cas mis en cause le fonctionnement des institutions européennes et à notre égard en particulier sur le plan des aides budgétaires. Simplement, je disais qu'à nos portes quelque chose peut venir déstabiliser justement cette Europe économique et financière, et que cela peut avoir de très graves répercussions sur notre économie au sens le plus concret et le plus quotidien du terme. Pas de méprise s'il vous plaît.

Claudine PRAT : Je ne suis pas tout à fait d'accord sur le fait que tous les voyants soient au vert. Effectivement, il y a des risques majeurs, il y a aussi quand même quelques risques locaux et je ne voudrais pas que notre assemblée d'élus soit perçue comme l'orchestre du Titanic, qui ne s'occupe pas des risques qui nous arrivent.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous propose de répondre à chacun d'entre vous. Première chose, M. Rouquairol, vous avez parlé du contexte économique et de l'Italie. Je partage votre avis sauf que justement vous venez de faire la démonstration de ce qu'il faut que nous continuions à faire. Aujourd'hui, d'avoir 130% du PIB italien en dette c'est horrible et donc nous, localement, il ne faut absolument pas se trouver dans ce cas de figure et c'est pour cette raison qu'aujourd'hui notre DOB, lorsque vous regardez le fonctionnement, ne doit pas dépasser 1,2 d'augmentation en fonctionnement. Nous sommes en mesure de vous proposer un budget ambitieux. Je ne sais plus qui a parlé de bon père de famille, non ce ne sont pas des budgets de bons pères de famille, ce sont des budgets de gens gestionnaires. Nous sommes là pour gérer les deniers de la commune que vous nous avez confiés. C'est important parce qu'il faut aussi qu'à travers ce budget, et vous l'avez souligné tout à l'heure, nous participions bien sûr à l'économie nécessaire

pour que l'Europe, pour que le PIB de la France soit dans les clous. Mais lorsqu'on diminue de 3% la DGF tous les ans, on a dit qu'on prenait notre part de responsabilités, on l'a prise et aujourd'hui on continue à la prendre. On est toujours sur ce créneau, on est sur une orientation budgétaire de rigueur de gestion budgétaire. A côté de ça, lorsqu'on fait travailler des maçons, lorsque l'on fait travailler des plombiers, lorsque l'on achète des dictionnaires en fin d'année, lorsqu'on travaille avec tout le corps économique du territoire on fait des économies de gestion mais par contre on a un investissement qui aide au développement économique local et c'est cela qu'il faut qu'on pousse en avant.

La deuxième chose, l'investissement et c'est une partie de l'intervention de M. Roux, il faut que ce soit un investissement intelligent car faire de l'investissement en disant il faut investir pour la grandeur de Bagnols, je suis d'accord, je l'entends, sauf que la réalité de gestion c'est d'avoir des investissements qui nous fassent des gains de fonctionnement et surtout que ça réponde à une nécessité et à une demande de nos concitoyens. Je vais vous prendre deux exemples. Aujourd'hui lorsqu'on investit, vous le verrez certainement dans le prochain budget, lorsqu'on investit 360.000 € sur la rénovation de l'éclairage à Bagnols, déjà cette année c'est 80.000 € de facture d'électricité que l'on paye en moins, c'est de l'investissement intelligent. C'est-à-dire que l'on vient travailler à partir de notre investissement sur le fonctionnement. On va vous proposer un investissement où nos concitoyens vont retrouver du mieux vivre et du mieux-être à Bagnols tout en essayant d'avoir des gains pour que notre fonctionnement, non pas dans du bon père de famille, mais dans de la gestion, de la gestion communale où chaque deniers, chaque sous que l'on récupère soit utilisé le mieux possible.

Sur la DSU, M. Rouquairol vous avez été aux affaires, tout à l'heure il y avait les 4 maires qui étaient ici, une bonne fois pour toutes, nous ne sommes pas une commune riche, on ne sera jamais comme certaines communes dont j'ai pu rencontrer les maires au congrès des maires. Par contre, la DSU augmente mais pas sur la partie pauvreté de la commune, on l'a, c'est sur la partie péréquation et c'est cette péréquation que l'État est en train de reconnaître en ce moment, à travers tous les dispositifs qu'il met en place. Les péréquations de ville centre sont en train de se développer, c'est un combat politique qui a été mené depuis des années, j'allais dire des décennies, et qui est en train de s'amplifier et il faut pour une fois, qu'on en profite. Encore une fois, la paupérisation on l'a c'est ainsi, c'est un état de fait et on essaie de se débrouiller avec, on améliore, on essaie tous les jours par nos actions que ce soit dans le social, dans la culture, dans le sport, dans l'éducation, d'apporter notre pierre à l'édifice. Par contre, aujourd'hui, ce sont surtout les charges de centralité qui sont reconnues et croyez-moi je suis le premier à applaudir des deux mains.

Sur le côté communautarisme, le 11 novembre je n'ai pas regardé s'il y avait des jaunes, des verts, des noirs, des oranges ou des arcs-en-ciel, j'ai vu des jeunes quelle que soit leur culture, quelle que soit leur croyance, quel que soit leur milieu, qui étaient là, ils étaient heureux, ils ont participé, on a vécu un moment sincèrement intense. Je n'ai pas regardé si les porte-drapeaux étaient verts, jaunes, noirs, il y avait la légion, il y avait tout le monde, ce que j'ai vu ce sont des jeunes, des vieux en train de communier dans un souvenir et dans une commémoration qui a dépassé bien au-delà du 11 novembre mais qui a été, à mon avis, dans l'unité nationale et c'est ce que je veux retenir.

Je fais un peu dans le désordre, pour répondre à M. Roux, concernant l'hommage à Georges tout à l'heure, sachez que j'ai déjà chargé le Comité des Sages à travers Jacques Bonneau, de nous faire une proposition de rue, de place ou d'un bâtiment mais quelque chose de central, qui ne soit pas une ruelle. Jacques Bonneau que j'ai rencontré et le Comité des Sages vont nous faire des propositions et bien sûr quand on en aura retenu une, j'aurai le plaisir de vous convier à cette inauguration.

Sur le désendettement, dans la lettre de mission que j'ai confiée à M. Cegielski je lui avais donné 2 éléments. Le premier était que le fonctionnement reste calé à + 1,2%. Quand je dis calé à + 1,2 % cela ne veut pas dire que tout va augmenter de 1,2 %. Vous avez bien compris que sur les grands projets urbains on va investir en humain parce qu'il nous faut une force de travail pour gérer des dossiers et que certainement la partie RH va peut-être moins diminuer que les autres années. C'est un vrai pari sur 5 ans. C'est-à-dire que si l'on est capable que nos projets urbains, « Cœur de Ville », Politique de la ville et de l'ANRU fonctionnent, dans 5 ans, et je le dis quelle que soit l'équipe, encore une fois je suis dans une continuité républicaine, on aura modifié le visage de Bagnols. C'est le pari que l'on fait mais pour mener ces projets, il nous faut de l'humain, il nous faut des gens qui travaillent. Par contre, les 1,2 % doivent être respectés, c'est-à-dire que si on diminue moins que prévu sur le personnel cela veut dire que dans les charges à caractère général il va falloir qu'on aille chercher des économies. Donc aujourd'hui, je reviens sur la gestion de bon père de famille, ce n'est pas de la gestion de bon père de famille, c'est de la gestion rigoureuse.

M. Navarro, je ne sais pas comment le dire, je vais l'écrire ou je vais le photocopier ou le projeter. Vous avez voté lors du budget 2018 ou vous vous êtes abstenu je ne m'en souviens plus, mais en tous les cas, 2 millions d'euros d'emprunts. Sur la décision n° 36 ou 37, ce n'est pas que j'ai emprunté 2 millions pour finir le budget. Les 2 millions ils sont dans l'équilibre budgétaire. Tout à l'heure M. Cegielski parlait de bien gérer, on sait fort bien que si on s'emballe là-dessus, le désendettement on ne pourra plus en parler. L'assemblée qui est ici dans sa majorité, je ne me souviens plus du vote, a voté les 2 millions d'euros, j'ai fait conformément au pouvoir que m'a donné cette assemblée. Entre autres, je voulais juste rappeler que j'aurais aimé la même remarque lorsque les deux années précédentes on n'a pas fait d'emprunts et que la 3ème année on n'a fait que la moitié de l'emprunt prévu. J'aime beaucoup la politique du « y a qu'à, faut qu'on », mais n'empêche que si on ne fait pas d'emprunts on ne fait pas d'investissements et si je ne fais pas d'investissements pour améliorer le quotidien de nos concitoyens, vous serez le premier à me dire : « dites donc vous n'avez pas un budget ambitieux » et vous auriez raison.

Pour répondre à M. Roux, sur le CIA il faut que ce soit clair. Aujourd'hui sur les élus qui sont ici, pas un, excepté moi, pas un élu n'y met les mains. Pourquoi ? Parce que depuis maintenant 1 an et demi on a remis les organisations syndicales dans la discussion. Je rappelle qu'on a ouvert un premier chantier qui était sur l'arrêt des temps périscolaires et je remercie les organisations syndicales et le personnel parce qu'ils ont fait un vrai travail qui nous a permis d'arrêter les temps périscolaires tout en limitant au minimum les effets négatifs.

Le 2^{ème} élément était sur la mise en place du CIA. Il a été négocié avec les organisations syndicales. Je vous informe que c'est une première pour notre commune. Le système est perfectible, c'est-à-dire que s'il faut une autre phase de négociations pour le modifier, nous le ferons sans problème. La négociation n'est pas finie, en tous les cas pour l'instant elle s'est faite avec les organisations syndicales,

elles se sont abstenues au dernier CT mais elles n'ont pas voté contre. Je connais les positions des syndicats, quand on s'abstient c'est que l'on accepte mais intrinsèquement c'est quelque chose que l'on va mettre en place. Vous avez vu le tract de la FAFPT tout à l'heure, j'ai demandé à la Directrice Générale des Services et aux RH de prendre contact avec la FAFPT et de voir avec eux ce qui ne nous semble pas clair. Personnellement, du moment que les syndicats se posent des questions, participent à l'élaboration et qu'il y a du questionnement derrière, je suis le plus heureux des maires. Sur quels critères d'attribution ? Ils seront sur la manière de servir et c'est vrai qu'à partir de la manière de servir cela devient un outil managérial pour le chef de service, pour le directeur. Il est sûr que ce n'est pas une prime égalitaire, ce n'est pas 3% pour tout le monde, ce sont 76 personnes qui vont le toucher, ce qui va faire autour de 600 € brut. La loi nous permet de le faire, on le met en place avec les organisations syndicales.

Vous parlez Mme Prat des taux d'imposition. Quand vous touchez à la taxe d'habitation, vous avez le taux et vous avez la base. Mais quand la base évolue tant mieux, parce qu'elle représente le dynamisme de la ville. Il y a 2 ans, le taux de base s'est envolé à 3.6%. Tant mieux, ce qui voulait dire que sur Bagnols on avait plus de foyers fiscaux, on avait plus d'habitations. Encore une fois la seule chose que nous maîtrisons directement, le levier direct, c'est le taux d'imposition. Les leviers indirects se sont les bases et quand elles évoluent tant mieux pour nous, ce sont des rentrées financières en plus.

Sur le PUP de la route d'Orsan, le promoteur et la DDTM sont en discussion sur la partie hydraulique. J'ai encore reçu les propriétaires actuels, je leur ai expliqué que pour l'instant on faisait un peu pression sur la DDTM pour qu'elle accélère sa loi sur l'eau, mais là pour le coup on est dans les services de l'État. Sans trahir de secret vous verrez lors du prochain vote du budget que nous avons aussi une opération qui se prépare sur la route de Saint-Gervais, sur le quartier du Fangas. Je rappelle les constructions à Bagnols : Salengro, derrière l'hôpital, la Citadelle. Il s'en passe des choses à Bagnols et je me dis que je n'ai pas vu autant de grues et de bâtiments en construction.

Sur l'éducation, comme dans tous les sujets, vous avez de l'investissement et vous avez du fonctionnement. Le fonctionnement, c'est une ASEM dans chaque classe, c'est le « Coup de Pouce », c'est le Programme de Réussite Educative. Grosso modo le fonctionnement c'est plutôt l'humain.

Avant de finir ce DOB je voudrais remercier Michel à qui j'avais demandé dans sa feuille de route de nous faire un Rapport d'Orientations Budgétaires construit. Je voulais aussi remercier Mme Hevin. Je sais toute l'énergie que vous avez développée, malgré les coups de gueule que nous avons pu avoir parce qu'il faut qu'on apprenne à travailler ensemble et avec les élus, je le reconnais, ce n'est pas évident, et puis avec moi c'est encore moins évident. Remercier également Mme Delaunay qui a toujours été présente sur ce débat d'orientations budgétaires. Le prochain rendez-vous pour les services et pour tout le monde c'est lundi où nous commencerons à travailler sur l'élaboration du budget pour qu'on puisse le voter ensemble le 15 décembre. Nous allons prendre acte maintenant de la tenue de ce DOB 2019.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La tenue du débat d'orientations budgétaires est actée à l'unanimité.

Question n° : **04**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **GRAND DELTA HABITAT - réaménagement de garanties d'emprunts.**

1/Note synthétique de présentation :

La Société Grand Delta Habitat (GDH) a accepté le réaménagement de deux lignes de prêts n° 1082019 (délibération n° 108/2006) et n° 1286125 (délibération n° 049/2010) contractés auprès de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et garantis par la commune à hauteur de 100 %.

Les modifications des caractéristiques financières des prêts initiaux sont les suivantes :

- durée résiduelle à date de valeur
- marge sur index
- taux plafond de la progressivité des échéances
- condition de remboursement anticipé

Le réaménagement de ces 2 prêts a pour date de valeur le 1^{er} juillet 2018.

La Caisse des dépôts demande au garant de délibérer sur ces nouvelles caractéristiques financières découlant du réaménagement.

Claude ROUX : Au dernier conseil, nous avons évoqué des cautions pour des bailleurs et je m'y étais opposé mais là je vais voter pour parce que c'est un réaménagement et non une nouvelle garantie.

Jean-Pierre NAVARRO : J'aurais quelque chose d'important à dire mais si vous voulez je pourrais vous le dire entre quatre yeux en pleurant dans votre gilet. Je lis dans votre rapport en pages 6-4-2ème paragraphe « Les parties aux présentes ». Pouvez-vous me donner la définition de ce néologisme ?

Jean Yves CHAPELET : Cela veut dire que ce sont les deux parties qui signent le document.

Jean-Pierre NAVARRO : Merci. Même à mon âge on s'instruit encore.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n°4 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **05**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal.**

1/Note synthétique de présentation :

Il convient de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
1 poste d'agent de maitrise principal à temps complet		- Départ à la retraite
1 poste d'adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe à temps complet		- Départ par mutation + mutualisation aggro
2 postes d'agent de maitrise à temps complet		- Refus de nomination de la part des agents à la promotion interne 2017
1 poste d'ASEM principal 2 ^{ème} classe à temps complet		- Suppression d'une classe maternelle et reclassement par intégration directe sur un autre grade
1 poste d'ASEM principal 1 ^{ère} classe à temps complet	1 poste d'adjoint du patrimoine principal 1 ^{ère} classe à temps complet	- Suppression et création pour reclassement professionnel pour inaptitude physique sur un autre grade
1 poste d'adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe à temps complet		- Suppression pour reclassement professionnel pour inaptitude physique sur un autre grade

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018 et au Comité Technique du 14 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Régime indemnitaire : Mise en place du RIFSEEP.**

1/Note synthétique de présentation :

Un groupe de travail s'est réuni 4 fois au cours de l'année 2018 pour la mise en place du nouveau régime indemnitaire dénommé « RIFSEEP ».

Le RIFSEEP remplace :

- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- l'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants,
- le complément indemnitaire.

Ce régime indemnitaire peut en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA,
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- l'IFSE Régie (indemnité de régisseur d'avances et de recettes),
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel,
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE).

Afin de le mettre en œuvre, il est proposé la délibération suivante, étant précisé que pour les cadres d'emplois ne pouvant bénéficier du RIFSEEP, le CIA sera versé sous une autre forme de prime.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018 et au Comité Technique du 14 novembre 2018.

Jean-Pierre NAVARRO : Vous venez de dire que les syndicats se sont abstenus. Savez-vous pourquoi ?

Jean-Yves CHAPELET : Quand vous n'êtes pas d'accord sur un sujet vous votez contre, quand on se modère, on s'abstient.

Jean-Pierre NAVARRO : Ils auraient pu voter pour, c'est intéressant.

Jean-Yves CHAPELET : Je vous encourage à rencontrer les syndicats de la mairie. Pour info M. Roux, si vous regardez à la page 19 vous avez les critères d'attribution du CIA.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n : **07**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Mise en place d'une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP.**

1/Note synthétique de présentation :

L'indemnité allouée aux régisseurs d'avances et de recettes prévue par l'arrêté ministériel du 3 septembre 2001 n'étant pas cumulable avec le RIFSEEP au sens de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014, il est décidé d'instaurer une part supplémentaire « IFSE régie » dans le cadre du RIFSEEP qui annule et remplace la délibération n° 149-94 du 12 décembre 1994.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association « Détente Créative » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Détente créative » a organisé le 18 mars dernier, à la salle multiculturelle, le *1er salon du loisir créatif*.

Cet évènement a eu des retombées positives sur la ville et sur la région et le public est venu nombreux visiter ce salon consacré à la découverte d'activités de créations manuelles.

Compte tenu du succès de cette manifestation, l'association souhaite organiser en 2019, un salon pendant deux jours.

La présidente sollicite la ville de Bagnols-sur-Cèze pour obtenir une subvention pour aider au financement du 1^{er} salon et préparer l'édition 2019.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 600 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : Demande de subvention auprès du Ministère de la culture et de la communication - DRAC Occitanie pour l'exposition temporaire « Albert André ».

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre du 150^{ème} anniversaire de la naissance du peintre Albert André de nombreuses manifestations seront proposées par la Ville de Bagnols-sur-Cèze, le Département du Gard et le milieu associatif local en 2019.

Cet anniversaire est piloté au niveau scientifique par la direction de la Conservation départementale du Gard. Celle-ci proposera plusieurs rendez-vous autour de l'artiste tout au long de l'année (Nuit des musées, Journées des copistes, Journées du patrimoine, etc.) ainsi que deux expositions temporaires, concomitantes et complémentaires, d'octobre 2019 à mars 2020 : « Albert André (1869-1954), peintre post-impressionniste » aux Archives départementales du Gard et « Albert André fondateur et conservateur d'un musée d'art moderne d'exception » au musée Albert-André de Bagnols-sur-Cèze.

La Ville de Bagnols-sur-Cèze sollicite une subvention de 3 500 € auprès du Ministère de la culture et de la communication - Direction régionale des affaires culturelles Occitanie afin de financer cette manifestation.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Félicitations pour votre engagement dans cette action de commémoration du 150^{ème} anniversaire de la naissance du peintre Albert André. Je ne sais plus qui a parlé du musée tout à l'heure, je vais parler sous contrôle du Président de l'Agglomération, pour vous annoncer que l'année prochaine sera une année charnière dans le nouveau projet du Musée qui sera géré par l'agglo. Nous n'en sommes qu'à la phase des études mais je pense que l'on aboutira sur la fin de l'année prochaine à l'appel au concours d'architectes.

Serge ROUQUAIROL : Pour soutenir cette initiative, Albert André c'est un secret pour personne, c'est vraiment la personne qui incarne le lien de la ville de Bagnols avec son musée, qui incarne le lien de la ville de Bagnols avec l'art, et ce bien au-delà des postures habituelles ou des habitudes culturelles de certaines populations. Je pense que de façon très très intime les Bagnolais sont attachés à leur musée. Les Bagnolais sont attachés au nom qu'il porte et aux collections qu'il représente. On a quelques petites inquiétudes sur d'autres lieux liés au nom d'Albert André, la presse s'en est fait écho récemment, je souhaite que toutes les interventions qui peuvent

être faites au niveau des institutions dans lesquelles vous intervenez lèvent les inquiétudes et les ambiguïtés sur ces questions parce que vraiment, ce patrimoine ne peut pas nous échapper et ne peut pas se détériorer, ce n'est pas possible.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Convention entre l'association AGIR ABCD, la Caisse des écoles et la Ville de Bagnols-sur-Cèze.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville a souhaité créer la Caisse des écoles, permettant l'organisation et la gestion du dispositif du Programme de Réussite Educative sur la ville.

Dans ce cadre, les enfants de 2 à 16 ans en difficulté peuvent bénéficier d'accompagnement individuel en s'appuyant sur le réseau de partenaires éducatifs et médico-sociaux de la ville : Plus de 50 suivis individuels par an.

A chaque situation, une solution : accompagnement à la scolarité, atelier lecture-écriture (coup de pouce : 7 clubs sur la ville soit 35 enfants de CP), inscription à des activités sportives ou culturelles, orientation vers un professionnel de santé...

Cet accompagnement s'appuie sur la valorisation du rôle des parents dans leur éducation.

Des ateliers « parents » permettent d'échanger entre parents sur les outils qu'ils peuvent mettre en œuvre à la maison pour favoriser la réussite éducative de leurs enfants.

L'action « 1 pour 1 », pour sa seconde année, permet un accompagnement individuel à la scolarité des enfants, notamment en mathématique et français, visant à donner des outils méthodologiques de travail. Cette action, accessible à tous les enfants bénéficiant du dispositif de la Réussite Educative, apporte aux enfants, sur un trimestre, un coup de pouce supplémentaire, avant de réintégrer des actions plus collectives.

Afin de continuer cette action de suivi, l'association AGIR ABCD interviendra en mettant à disposition des animateurs.

Il est proposé au Conseil municipal de signer la convention avec l'Association AGIR ABCD qui interviendra sur cette action et de verser la subvention correspondant au nombre d'heures effectuées.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Convention entre l'association « Coup de Pouce », la Caisse des écoles et la Ville de Bagnols-sur-Cèze.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville a souhaité créer la Caisse des écoles, permettant l'organisation et la gestion du dispositif du Programme de Réussite Educative (PRE) sur la ville.

Les objectifs de la politique conduite par la Caisse des écoles sont :

- développer une offre périscolaire de qualité adaptée aux besoins de chacun,
- accompagner tous les enfants de 2 à 16 ans dans un parcours de réussite scolaire, citoyenne et sociale,
- associer étroitement les parents à ces démarches en leur proposant des aides et des outils adaptés,
- prêter une attention plus particulière aux enfants les plus fragiles ou en risque d'échec.

L'association « Coup de Pouce » a pour objet d'œuvrer, en dehors du temps scolaire, en faveur d'enfants dont les pratiques de la langue, de la lecture et des mathématiques nécessitent un étayage que les parents ne sont pas toujours en situation d'assurer, en raison de difficultés économiques, sociales, linguistiques et/ou d'un éloignement de l'écrit et de la culture scolaire.

Les programmes « Coup de Pouce » ont été développés par l'association. Ils sont complémentaires de l'action de l'école et participent de cette politique en visant l'acquisition d'une culture commune à tous les enfants, et particulièrement la maîtrise de la langue française, outil décisif pour lutter contre les inégalités et permettre à l'enfant de s'épanouir.

Depuis plus de 10 ans, l'association accompagne la Caisse des écoles dans la mise en œuvre d'un dispositif « Coup de Pouce » sur la ville de Bagnols-sur-Cèze, proposant les formations aux animateurs, l'accompagnement de la coordinatrice municipale ainsi que les ressources et outils pédagogiques.

La présente convention définit ces prestations.

Il est proposé au Conseil municipal de signer la convention avec l'association « Coup de Pouce » qui interviendra sur cette action et de payer la facture correspondant à 500 € par coup de pouce, soit un total de 3 500 € pour l'année scolaire 2018/2019.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Denis RIEU : Je crois que cette action répond bien aux questions qu'on se posait tout à l'heure et je vous engage à venir voir les enfants en début d'année de l'action « Coup de Pouce » et en fin d'année. Vous verrez la différence, leur approche de la scolarisation.

Jean-Yves CHAPELET : Lors du discours de cette année j'ai conseillé aux parents, et je sais que certains l'ont fait, de prendre une photo de leur enfant maintenant, et de refaire la même photo au mois de juin. Croyez-moi on voit l'évolution, physiquement. Ils ont le sourire, ils sont contents, ils savent qu'ils ont relevé un challenge.

Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Collège du Bosquet : attribution d'une subvention à l'association ARECOS pour un spectacle intitulé « Les Arts au Collège ».**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique éducative, et de son Projet Educatif de Territoire, la ville souhaite aider et accompagner les élèves du secondaire dans leur projet, au titre de la continuité éducative et dans le but de favoriser l'accès à tous à l'éducation.

Le collège du Bosquet a réalisé un projet intitulé « Les Arts au Collège », réunissant ainsi les élèves des 4 classes CHAM, mais aussi les ateliers d'expression et de théâtre de Nicolas Maury.

Les élèves de la classe Segpa ont participé à la réalisation du décor, de l'affiche et du buffet pour la buvette.

Au total, ce projet a réuni près de 200 élèves le 4 juin 2018 à la salle de la Pyramide.

Le thème choisi était « Les petites gueules a capella ».

Par accord partenarial, la subvention est versée à l'association ARECOS qui coordonne le projet.

Il est proposé au Conseil municipal d'attribuer pour ce spectacle une subvention d'un montant de 400 € à l'association ARECOS.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Subventions aux associations ayant participé à la Fête du sport 2018.**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique sportive, la ville de Bagnols-sur-Cèze a souhaité répondre à l'appel à projet du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS), organisant ainsi des événements sur la commune à l'occasion de la Fête nationale du sport.

Le programme a été le suivant :

- le vendredi 21 septembre : tous les élèves du CE2 et CM2 ont été invités au complexe Jean-Mermoz à différents ateliers sportifs (près de 700 enfants), tenus par les étudiants BP JEPS de 16/30 formation,
- le samedi 22 septembre, plus de 400 participants au jardin Marcel-Pagnol ont été accueillis par les associations sportives ainsi que les étudiants BP JEPS de 16/30 formation,
- le dimanche 23 septembre, une randonnée a été organisée par l'association « Cœur et santé ».

Le CNDS a validé ce programme et a participé à hauteur de 9 000 €, permettant ainsi d'acheter du matériel sportif ainsi que des sacs et gourdes remis à chaque participant du samedi.

Il est proposé de verser une subvention aux associations ayant participé à cette Fête du sport en animant des ateliers pour favoriser la découverte et la pratique du sport en fonction du temps de présence :

- pour une ½ journée : 100 € au Tennis de table, RCBM (rugby), FCBP (foot), BMBB (basket), Cœur et Santé (Randonnée), UBB (sport Boule), Est Vie Danse (Danse),

- pour toute la journée : 200 € à Boxe et Culture, le Golf et T3CBM (tennis),

soit un total de 1 300 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Très belle journée, un peu fraîche mais super journée.

Claude ROUX : Je voudrais rajouter aussi que l'Office du sport était présent et que nous avons eu bien froid le matin et pas trop chaud l'après-midi.

Vincent POUTIER : Juste pour dire que c'est un vrai succès sur les 3 journées mais vous avez noté que notamment le vendredi, seuls les CM² et les CE² ont participé et que la ville, en accord avec les écoles de Bagnols, a pris l'initiative de renouveler cette journée pour les classes qui n'ont pas pu participer le 22 septembre.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Association sportive du collège Bernard De Ventadour : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

Les élèves de l'association sportive du collège Bernard De Ventadour se sont distingués en obtenant leur billet pour les finales nationales des rencontres UNSS (handball, athlétisme, omnisports).

Ils ont représenté la ville de Bagnols-sur-Cèze et le département du Gard au niveau national à La Crau du 12 au 15 juin dernier.

Cette délégation était composée de jeunes investis au sein de l'AS du collège mais également dans le milieu associatif local. Par leur assiduité et leur engagement, ces élèves symbolisent ce que le sport scolaire tente et ambitionne de transmettre en termes de valeurs éducatives. La plupart sont reconnus et validés en tant que juge et ou arbitre par le statut de jeune officiel. Certains mettent leurs qualités personnelles au profit du groupe et de l'équipe par des compétences plus spécifiques de coach.

L'association a sollicité une aide financière de la commune suite aux contraintes financières engendrées par la location de minibus, les frais de route et l'hébergement.

Il est donc proposé de lui attribuer une subvention de 200 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **15**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Pétanque Atomique Bagnolaise » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Pétanque Atomique Bagnolaise » a organisé des concours à la mêlée durant la fête votive 2018.

L'association sollicite une aide de la ville pour le financement de ces concours.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 625 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **16**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Union Bouliste Bagnolaise » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

Le président et les dirigeants de l'association « Union Bouliste Bagnolaise » ont décidé de proposer à la vente pour ses adhérents une veste sportive avec le logo de la ville et du club.

L'association « Union Bouliste Bagnolaise » sollicite la commune pour financer une partie du flocage.

Cette participation permettra de réduire le prix à la vente, afin que l'ensemble des adhérents puissent acquérir cette tenue sportive et arborer les couleurs de la ville et du club lors des rencontres.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 700 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **17**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Bridge Club Bagnols-Marcoule » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

Le « Bridge Club Bagnols-Marcoule », association bagnolaise depuis des décennies, regroupe des adhérents actifs à la fois comme joueurs et organisateurs de tournois.

Le club organise chaque semaine 4 tournois et participe à de nombreuses compétitions fédérales où certains membres du BCBM s'illustrent régulièrement.

Cette année, le président et les membres de l'association ont décidé de développer une communication plus intense pour cette discipline. Cette action entre dans le cadre d'une communication nationale de la Fédération Française de Bridge pour promotion plus large de la discipline qui est un sport véritable et un facteur de lien social important.

Le club a donc pris contact avec des publicitaires (TV Sud, Midi-Libre...) et a fait réaliser des flyers et des affiches en A5.

L'association sollicite la commune pour une participation aux frais publicitaires.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 400 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **18**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « Comme chat et chien » : attribution d'une subvention.**

1/Note synthétique de présentation :

L'association « Comme chat et chien » sollicite la commune afin d'obtenir une aide financière permettant de pérenniser ses actions menées pour les chats de rue.

Ces opérations ont consisté à :

- inciter à la stérilisation de chats en délivrant 50 bons à tarifs préférentiels pour des propriétaires en situation précaire,
- organiser l'adoption et le suivi de quatorze chatons de rue vaccinés avec contrat de stérilisation, après recherches et sélections des adoptants par signature d'un contrat (mise à disposition de nourriture, litière, prêt de matériel, corbeilles, cages, prise en charge des frais vétérinaire),
- capturer, stériliser et relâcher des chats sur leur lieu de vie.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 1 000 €.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture et à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Pierre NAVARRO : Je m'excuse surtout auprès de M. Suau que j'aime beaucoup mais je ne suis pas tout à fait d'accord à 100%. L'action de cette association est bien sûr utile et agréable mais un de ses projets me gêne, à savoir, relâcher des chats sur leur lieu de vie. Je considère que la rue n'est pas un lieu de vie, pas plus pour les chats que pour les humains ou autres. Je pense qu'il serait bon que cette association, en accord avec la SPA, essaye de trouver à ces malheureux animaux des familles d'accueil. Pour cette raison, je ne peux pas soutenir entièrement cette initiative.

Jean-Yves CHAPELET : Je suis sûr que quand je vais avoir fini mon explication vous allez soutenir l'association. Il faut rappeler ce qu'est la loi. D'un côté vous avez les animaux domestiques, tels que un chien, des tortues, des poissons rouges, des serpents, etc. Le chat est considéré comme un animal errant, c'est-à-dire libre, pas errant, libre, j'allais dire qu'il peut baguenauder dans votre jardin. Là ce qui est annoncé là, ce n'est pas ça. Le travail avec la SPA lui il est fait, on adhère à la SPA, là c'est juste que ces chats errants aujourd'hui, ces chats libres, la façon dont on a

d'intervenir dessus c'est de les piéger, de les stériliser et de les remettre dans leur lieu de vie. C'est ça qui est derrière. Ce que je voulais souligner derrière c'est que « Comme Chat et Chien » ce sont des bénévoles passionnés mais vraiment passionnés et croyez-moi ce n'est pas tout le temps évident dans ce milieu comme dans d'autres milieux, qui ont compris le sens de la loi. C'est-à-dire qu'ils ne nous disent pas le chat est l'animal idéal, ils nous disent ces animaux sont des animaux libres et dans la loi qui régit la façon dont on doit les traiter, voilà ce que l'on peut faire, comment on peut le faire. Sincèrement, je voulais vraiment rendre hommage à ces bénévoles car ce sont des gens qui à la fois sont dans l'affect et à la fois comprennent l'esprit de la loi.

Jean-Pierre NAVARRO : Vous m'avez convaincu M. le Maire. Les chats resteront autour de ma maison et viendront et continueront à me bouffer mes oiseaux.

Jean-Yves CHAPELET : C'est la vie. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **1 abstention** (JP NAVARRO)
J'ai réussi à moitié.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **19**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Création d'un Conseil pour les droits et devoirs des familles (CDDF).**

1/Note synthétique de présentation :

L'article 9 de la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance renforce le rôle du Maire et lui confère des moyens spécifiques pour assurer cette mission et notamment la création d'un Conseil pour les droits et devoirs des familles (CDDF).

C'est une instance de proximité d'aide à la parentalité et de prévention de la délinquance. Il va dans l'intérêt de l'enfant mineur et a pour mission :

- d'entendre la famille, de l'informer de ses droits et devoirs envers l'enfant, de lui adresser des recommandations destinées à prévenir des comportements susceptibles de mettre l'enfant en danger ou de causer des troubles pour autrui,
- d'examiner avec la famille des mesures d'aide à l'exercice de la fonction parentale susceptibles de lui être proposées et l'opportunité d'informer les professionnels de l'action sociale et les tiers intéressés des recommandations qui lui sont faites.

Le CDDF est présidé par le Maire ou par l'un de ses représentants, il est composé de :

- représentants des services de l'État,
- représentants des collectivités territoriales,
- personnes œuvrant dans les domaines de l'action sociale, sanitaire et éducative de l'insertion et de la prévention de la délinquance.

Du déclenchement du dispositif à l'intervention du Maire puis à l'action engagée auprès des familles, le CDDF s'inscrit dans le cadre d'une réponse progressive et graduée, adaptée à chaque situation. Il contribue à responsabiliser les parents, à restaurer l'autorité parentale et le respect des valeurs de la République dont l'élu municipal est le dépositaire et le garant, il est régi par un certain nombre de documents tels que :

- la convention prévoyant les modalités de transmission d'informations au coordonnateur du CDDF,
- une charte de déontologie pour l'échange d'informations à caractère confidentiel,
- un protocole de mise en œuvre de rappel à l'ordre par le Maire.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de décider de la création du Conseil pour les droits et devoirs des familles,
- d'approuver la composition de ce conseil.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Dans le cadre d'une réunion du CLSPD, nous avons reçu en Mairie M. le Procureur de la République la semaine dernière. Nous en avons profité pour faire deux actes fondateurs autour de la sécurité.

- 1- La création du CDDF qu'il nous faut acter aujourd'hui.
- 2- La signature d'une convention qui lie la police nationale et la police municipale.

Le CDDF est un outil intra segment, c'est-à-dire avec des rappels à l'ordre réguliers, comme le faisait mon prédécesseur et comme nous continuons à le faire. Le CLSPD depuis quelques temps était plus orienté sur la gestion de cas particuliers sur le territoire donc en fin de compte le CDDF intra segment existait. Là, nous l'avons créé officiellement à l'aide d'une charte de déontologie. C'est à dire qu'aujourd'hui officiellement on peut échanger des informations sensibles, confidentielles, entre les partenaires avec une obligation de ne pas divulguer, ce qui est important parce que la prévention c'est quelque chose qui ne peut se faire qu'à titre individuel. Bien sûr il y a des campagnes de prévention pour beaucoup de choses, mais sur la délinquance si vous n'allez pas chercher individuellement chaque faiseur de trouble vous allez passer à côté de votre cible. C'est hyper important parce qu'aujourd'hui on s'est mis dans les clous et je remercie le procureur et ses services qui nous ont énormément aidés pour qu'on ait un document qui aujourd'hui soit exemplaire.

Serge ROUQUAIROL : Je voulais souligner qu'en effet avec la partie CLSPD ce CDDF, au-delà de l'autorité que vous exercez et que vous mettiez en œuvre dans le cadre des rappels à l'ordre, va redonner une plate-forme officielle reconnue. Ce qui est très important, c'est vraiment la question de la transmission des informations parce que, comme ancien membre de l'éducation nationale, j'ai vu combien nous avons souffert dans le passé de cette incapacité qui existait entre les institutions de justice, police et éducation pour la transmission des informations dès lors qu'il y avait un absentéisme scolaire dérangeant, qui devenait chronique, qui se mettait en liaison avec des activités de délinquance donc on était vraiment dans le déficit d'information et de relais de l'information. Il y avait un cloisonnement qui était néfaste et ce type d'institution permet de dépasser ces cloisonnements. Je vous remercie.

Claudine PRAT : Est-ce que l'on a déjà un retour d'informations sur des communes qui l'aurait déjà mis en place avant ?

Jean-Yves CHAPELET : Oui. Nous avons beaucoup regardé ce qui existe à Nîmes et Alès. Alors nous n'avons pas fait un « copier-coller » parce que chaque territoire a sa particularité et ici sur Bagnols l'implication du Maire est beaucoup plus marquée. Pourquoi ? Parce que l'on est un gros village, une petite ville. M. Rey ou moi-même, lorsque nous faisons des rappels à l'ordre dans le bureau avec le jeune on sait qu'on va le revoir dans la journée, dans la semaine, qu'on va le croiser dans une association, dans la rue et que la façon dont le maire s'implique est complètement différente de la façon dont cela peut se faire à Nîmes ou à Alès. Tout à l'heure Mme Crépieux a parlé d'un nouveau médiateur que nous allons recruter au sein de

l'éducation, c'est-à-dire que le jour où on fera un rappel à l'ordre, où on aura un CDDF sur une personne, très très vite on pourra faire le profil de ce jeune, de son milieu éducatif, du retour du CCAS, des accompagnements autour et donc l'action sera très rapide, très ciblée et surtout graduelle.

Catherine EYSSERIC : Je voulais en profiter pour rappeler que demain, dimanche, c'est la journée internationale pour la prévention des violences à l'égard des femmes, et je pense qu'à tous niveaux et au niveau de la prévention et de la graduation de la prise en compte des problématiques, je pense que cet outil aussi pourrait servir à essayer de lutter contre parfois le manque de respect vis-à-vis des femmes ou des filles. Je vois que dans le document il est fait état de tout ce que l'on peut faire vis-à-vis des établissements scolaires et donc ça commence par un manque de respect et puis après sur des faits plus graves, et que cet outil là doit être aussi mis comme un élément important dans cette cause de la lutte contre les violences faites aux femmes. Je sais que l'agglomération et la ville font beaucoup aussi dans ce domaine mais parfois c'est dans un domaine de correction un peu tardif, et là on est vraiment dans des actes de prévention précoce. C'est dommage d'ailleurs, j'avais relevé que dans la liste des faits sur lesquels on pouvait intervenir il n'y avait pas marqué justement ces phénomènes de discrimination.

Jean-Yves CHAPELET : Excusez-moi je fais un aparté, mais le procureur n'avait pas saisi que nous étions dans la proximité et donc il nous avait fait une première proposition ou globalement on ne faisait pas grand-chose parce que quand vous regardez les CDDF de Nîmes et d'Alès, ils sont génériques alors que nous on voulait rentrer dans le concret et donc on a eu une petite passe d'armes pour faire comprendre au procureur que non, nous c'était du dur.

Catherine EYSSERIC : J'en reviens à la journée de demain, je sais qu'il y a Octobre Rose pour la prévention contre le cancer donc demain si vous mettez un foulard violet vous penserez à cette élimination de la violence faite aux femmes.

Jean Christian REY : Je voudrais rajouter que depuis trois semaines nous avons une greffière à temps plein à la Maison de Justice et du Droit ce qui n'était pas arrivé depuis la signature du Contrat Local de Sécurité d'Elisabeth Guigou à la fin des années 90. C'est un vrai événement, nous y reviendrons par un communiqué dans les semaines qui arrivent. Quand vous évoquez les rappels, il y a les rappels à la loi, il y a les rappels à l'ordre, ce sont des choses très différentes qui sont capables d'être faites sur le même territoire et le fait maintenant que nous ayons une greffière à temps plein c'est vraiment une grande bonne nouvelle.

Claude ROUX : Il y a quelques jours le Ministre de l'intérieur a fait une annonce en disant qu'il allait autoriser les préfetures à vous transmettre la liste des fichés S. Est-ce que ça aura une incidence sur le CDDF ? En tant que maire qu'en pensez-vous ?

Jean-Yves CHAPELET : Ce n'est pas inscrit dans le CDDF mais dans une autre partie du CLSPD qui s'appelle la prévention de la radicalisation. Ce que j'en pense ? J'ai été interviewé sur le sujet jeudi dernier. Je suis quelqu'un qui vient d'un milieu professionnel ou la culture du secret est une religion. C'est important aujourd'hui

d'avoir des fichiers S. Mais si le maire de Bagnols est demandeur cela veut dire que d'autres maires moins habitués à la culture du secret ou pour des mauvaises raisons peuvent avoir accès à des fichiers S et les utiliser. Donc que moi je les ai, pas de soucis, je n'ai rien contre. Par contre, qu'on le fasse parce que l'on est maire d'une commune je suis un peu réservé. Tous les maires ne se valent pas, ils n'ont pas la même façon de penser.

Deuxième chose une demande que j'avais faite au procureur il y a maintenant quelques temps en lui disant : « voilà sur le territoire nous avons les moyens de faire de la prévention sur la radicalisation, je connais mon territoire, je connais tout le monde. De ce fait lorsque l'on a des signes de radicalisation, il faut qu'on puisse les faire remonter ». Je vais vous donner un exemple. Quand les enfants peuvent être absents pendant un mois de l'école il faut se poser des questions. Les services scolaires m'en informent, j'ai d'autres données qui peuvent arriver du CCAS que je peux avoir recueillis dans le CLSPD et donc il faut que je puisse les transmettre. Et donc aujourd'hui la circulaire qui a été publiée me va très bien parce qu'en fin de compte en dehors de la circulaire, l'aspect fonctionnel qu'il y a dans la circulaire, ce que je trouve intéressant, c'est la relation de confiance qui peut s'instaurer entre le Maire et le Préfet. Si le Préfet sent qu'il peut s'appuyer sur le Maire de Bagnols parce qu'il a une compétence, parce qu'il a été habitué à ne pas divulguer les choses mais par contre que sur le terrain il est efficace parce qu'il connaît tout le monde, c'est un vrai plus. Ce que j'apprécie dans cette circulaire c'est qu'en dehors de l'aspect réglementaire, de l'aspect écriture, ce qui va s'instaurer c'est une relation de confiance avec les services de la préfecture et quand je dis le préfet ce n'est pas directement M. Chapelet avec Le préfet, c'est avec le commandant de police, avec les renseignements territoriaux et aujourd'hui, c'est enfin écrit noir sur blanc. Je ne suis pas vraiment demandeur d'avoir les fichiers S parce que ce sont des éléments qu'il faut manipuler avec précaution par contre si je les ai tant mieux, je suis capable de les gérer sans aucun souci. Par contre, ce que je cherche c'est cette relation de confiance avec les services de l'État.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 19 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **20**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Avis sur la demande d'autorisation environnementale des forages d'eau F1 et F3 – Croix de Fer.**

1/Note synthétique de présentation :

ETAT DES LIEUX

L'approvisionnement actuel en eau potable reste, de par la ressource hydrogéologique unique sollicitée et de faible profondeur, très vulnérable aux pollutions de surface et aux prélèvements.

En effet, celle-ci pourrait être touchée par la sécheresse, par une inondation ou par une pollution de la Cèze. Les forages profonds permettraient de remédier à ces difficultés.

Les ressources actuelles (Site de la Croix de fer et site des Hamelines) suffisent à produire les volumes d'eau nécessaires y compris en période de pointe. Cependant, ces deux ressources sont très vulnérables aux pollutions de surfaces (nappes alluviales superficielles) et exploitent le même aquifère.

Ces deux nouveaux forages profonds permettraient :

- d'une part une sécurisation du réseau du haut service en production,
- et d'autre part, de réduire les prélèvements dans la nappe alluviale de la Cèze en période d'étiage.

REGLEMENTATION

Ainsi, dans le cadre de la procédure qu'elle a engagée, la commune de Bagnols sur Cèze, doit pour exploiter ou régulariser son nouveau captage d'alimentation en eau potable (forages F1 et F3), satisfaire à une procédure réglementaire précise au titre de la législation en vigueur et notamment :

- La demande d'autorisation environnementale au titre des articles L181-1 et suivants du Code de l'Environnement, présentée par la commune pour le projet de mise en service du prélèvement du captage du site de la Croix de Fer est soumise à une enquête publique.
- En conformité avec l'article R181-38 du Code de l'environnement, la commune est appelée à donner son avis sur la demande d'autorisation environnementale.

OBJECTIFS

Par l'exploitation de ces deux forages profonds, l'objectif principal est la diversification de la ressource en eau par une utilisation basée sur les saisons et les contraintes de chacune d'entre elles. Ainsi, il pourrait être envisagé un pompage par les forages profonds en été (étiage, sécheresse) et à l'automne (crues) et un pompage par le puit existant en hiver et au printemps.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la demande d'autorisation environnementale pour l'exploitation des forages F1 et F3 du site de captage de la Croix de Fer.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 13 novembre 2018.

Serge ROUQUAIROL : Ce n'est pas une question, c'est simplement pour souligner l'intérêt de ces dispositions parce que la question des forages profonds s'est toujours posée à Bagnols, et ce serait une diversification qui est soulignée dans le dernier paragraphe de la délibération et qui me paraît une très bonne chose.

Jean-Pierre NAVARRO : Je voulais simplement faire un commentaire, je n'ai pas de question puisque c'est très clair. C'est un bon projet bien présenté et puisque nous avons tout à l'heure écrasé sous les éloges M. Cegielski, je voudrais faire un peu l'éloge de la besogneuse Monique.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **21**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Instruction du dossier « Loi sur l'eau » pour le projet de réduction de la pollution pluviale sur la ZA de Berret.**

1/Note synthétique de présentation :

En 2013, la commune de Bagnols-sur-Cèze a répondu à un appel à projet pour des opérations visant par des techniques innovantes à dépolluer et ré-infiltrer les eaux pluviales.

Le projet que la commune de Bagnols-sur-Cèze a présenté est sur la ZA de Berret.

Il a été retenu par l'Agence de l'Eau et a fait l'objet d'une convention d'attribution de subvention à hauteur de 50% pour une réalisation avant la date limite d'exécution du 21 juillet 2019 avec une possibilité de proroger l'aide exceptionnellement et au maximum un an au-delà de la date limite d'exécution initiale, soit le 21 juillet 2020.

En novembre 2015, une consultation pour la réalisation du dossier « Loi sur l'eau » a permis de désigner le Bureau d'Etude Hydraulique.

Avant toute réalisation de travaux, cette étude hydraulique doit avoir obtenu les autorisations réglementaires auprès du service eau et inondation de la DDTM du Gard.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 13 novembre 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Pour répondre à Mme Prat qui me parlait tout à l'heure de la route d'Orsan, sachez que les deux dossiers sont intimement liés, non pas dans les délais puisque l'un pourra se faire sans l'autre, mais que l'un complète l'autre.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.

Claudine PRAT : Si je peux me permettre d'intervenir avant vos décisions. J'avais cru comprendre en lisant la presse ces dernières semaines que vous aviez prévu une question à l'ordre du jour qui n'y est pas donc si cela ne vous ennuie pas je vous ferai parvenir une question écrite pour qu'elle soit à l'ordre du jour.

Jean-Yves CHAPELET : D'accord. Allez-y.

Claudine PRAT : C'était dans le cadre de l'Afrique à Bagnols, sur la subvention pour financer le projet au Burkina Faso.

Jean-Yves CHAPELET : On l'a déjà passée. Qu'est-ce que vous vouliez savoir

Claudine PRAT : Votre intervention dans la presse était postérieure au dernier conseil, donc je pensais que vous alliez intervenir pour nous donner l'avancement du projet.

Jean-Yves CHAPELET : Alors écoutez, ce que je vous propose c'est que l'on vous fasse parvenir l'état du projet, d'accord ?

Question n° : **22**

Rapporteur : **J-Y CHAPELET**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 27/2018 au n° 34/2018.**

N° 27/2018 : Renouvellement de l'adhésion à Service SP Plus.

N° 28/2018 : Ouverture d'une ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne.

N° 29/2018 : Marché de travaux concernant la fourniture, l'installation et la maintenance des équipements de vidéoprotection sur la commune.

N° 30/2018 : Ouverture d'une ligne de trésorerie auprès de la Caisse d'Epargne (annule et remplace la décision n° 028/2018).

N° 31/2018 : Emprunt de 1 000 000 € auprès de la Caisse d'Epargne pour les travaux d'investissements 2018.

N° 32/2018 : Convention de mise à disposition d'un local à Mme ANDRES Dominique.

N° 33/2018 : Marché concernant les assurances de la ville : tous risques expositions, RC et risques statutaires.

N° 34/2018 : Emprunt de 1 000 000 € auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer les investissements de la ville 2018.

Jean-Yves CHAPELET : Sur les deux emprunts, je voudrais préciser que nous les prenons en fin d'année pour limiter les annuités et que nos services ont bien œuvrés pour que l'on ait une trésorerie qui tourne toute l'année.

Avant de nous séparer je vous rappelle que le prochain conseil municipal se déroulera le 15 décembre et nous serons amenés à voter le Budget 2019.

Je vous remercie, passez un bon weekend.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **12 h**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET

